

Le sponsoring au secours de la Culture

Phénomène nouveau en Europe : des banques, des entreprises s'intéressent de plus en plus à la Culture. Après le sponsoring sportif, la mode est au sponsoring culturel.

Cet intérêt grandissant pour la culture se fait également sentir au sein de la CE : pour la première fois, un membre de la Commission, M. Ripa di Meana, est chargé de ce

domaine. Le budget de la culture est très limité. Donc, le sponsoring se fait souvent par le biais d'un patronage, mais aussi parfois par un appui financier. Par exemple, pour le Prix Europalia 1985 décerné à l'écrivain espagnol Juan Goytisolo (500.000 FB), le second prix au Concours Reine Elisabeth, l'aide à la restauration du Parthénon, du Palais des Doges à Venise ou même d'un mur romain à Tongres et encore une aide à l'Orchestre Européen des Jeunes.



L'Agneau Mystique mis en sécurité grâce à l'aide de sponsors.

Dans ce numéro

Sponsoring culturel

- | | | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------|---|-------------------------------|
| 2 Le mécénat européen | 6 Florence, capitale de la culture | 10 Promotion artistique La Turquie et l'Europe | 14 Les Turcs, des Européens ? |
| 3 Venise, le sommet du sponsoring | 7 Cologne : le musée des mécènes | 11 Les retrouvailles | 15 Tête de Turc |
| | 8 Jan Hoet et ses „Chambres d'Amis” | 12 Immigrés turcs en Belgique | 16 Frans Andriessen et la PAC |

Pour un mécénat culturel d'entreprise en Europe

Le financement public de la culture et notamment des arts diminue depuis plusieurs années déjà en Europe et tout porte à croire qu'il s'agit là d'une tendance durable. Inversement, les contributions du secteur privé s'accroissent, grâce, pour une bonne part, au mécénat d'entreprise.

Il y a encore peu de temps, le fait que des entreprises industrielles ou commerciales développent au grand jour une action de mécénat culturel suscitait un peu partout en Europe indifférence, voire méfiance ou réprobation. Quelle forfaiture ces entreprises ont-elles donc à dissimuler, quel péché originel tentent-elles de racheter pour éprouver le besoin de soutenir une exposition ou un orchestre, se demandait-on. La sponsorisation notamment s'attirait les foudres de l'opinion qui criti-

quait cette forme de publicité surtout quand elle avait pour objectif de capter le courant d'intérêt suscité par l'événement artistique au profit d'un produit commercial.

Donant donant

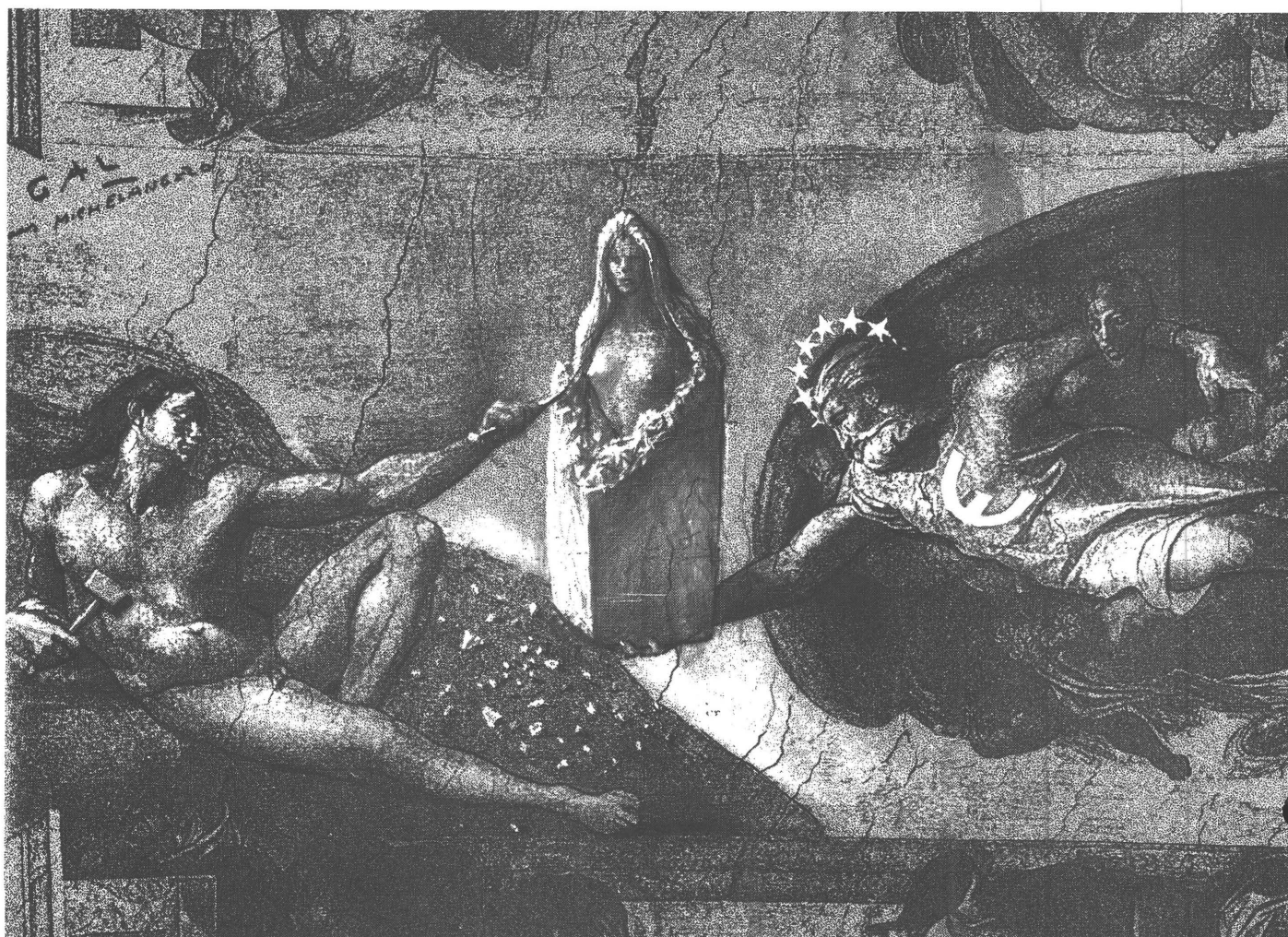
En partie grâce à l'action de l'„Association for Business Sponsorship of the Arts" en Grande-Bretagne, de son équivalent français l'ADMICAL (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial), de l'Institut Gottlieb Duttweiler à Rüschlikon (ZH), et naturellement parce que les restrictions budgétaires se font de plus en plus durement sentir, le climat est aujourd'hui sensiblement plus favorable et le mécénat d'entreprise acquiert progressivement droit de cité. A condition toutefois que, de part et d'autre, les choses soient claires.

Le mécénat moderne n'est plus (s'il l'a jamais été) synonyme de désintéressement absolu. Il n'y a du reste rien de mauvais dans un mécénat, même exclusivement motivé par l'intérêt commercial, pourvu que cet intérêt soit transparent. Il doit s'agir d'un partenariat où chaque partie (créateur culturel et entreprise) trouve son avantage. L'organisation culturelle recevra les moyens matériels de réaliser son projet sans avoir à craindre l'influence des donateurs (l'argent privé n'est ni plus sale ni plus dominateur que l'argent public) et elle aura la possibilité de nouer des contacts avec un public nouveau. Quant à l'entreprise, elle pourra utiliser le mécénat comme un outil de communication tant interne (en mobilisant ses employés autour de la culture) que externe (affirmation de son rôle pour le bien

de la collectivité) et son action aura en outre un „effet de boule de neige" — comme le précise la Fondation Julius Bär de Zurich dans son dernier rapport annuel — dans la mesure où le financement privé, stimulant des activités culturelles, constitue un facteur économique important.

Pour un sponsoring européen

Les entreprises européennes devraient maintenant faire un pas de plus en promouvant la dimension européenne de la culture. Car, jusqu'à ce jour, le mécénat culturel est pour l'essentiel resté national. Tout en tenant compte des efforts louables, quoique manifestement insuffisants, de la Fondation européenne de la culture d'Amsterdam, on doit malheureusement constater, avec le Conseil de l'Euro-



pe, „le vide actuel du financement au niveau européen”. Des entreprises ou des particuliers comprenant l'intérêt de le combler n'ont que l'embarras du choix : présenter des œuvres d'art d'un pays à autre, financer plus généreusement l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne ou le Prix européen du musée de l'année, qui ne survit que grâce à la générosité de multinationales ... américaines. Mais aussi s'intéresser au Centre européen de formation des artisans de Venise, relancer une campagne d'éducation civique européenne ou soutenir la création audiovisuelle en Europe qui fait tant défaut. L'Union Européenne de Radiodiffusion (UER), dont le siège est à Genève, étudie actuellement les possibilités d'un Fonds d'aide à la production de scénarios et de feuilletons populaires européens dont les ressources devraient

provenir soit du mécénat, soit d'investisseurs extérieurs aux producteurs habituels. Dans ce cadre, l'UER examine, en collaboration avec la CE et le Conseil de l'Europe, la possibilité de créer des incitations fiscales pour ce genre de financement.

Le maillon manquant

Décus par les lenteurs gouvernementales et bureaucratiques, de grands industriels européens ont donné naissance, il y a un peu plus d'un an, à une „Table Ronde” permanente pour faire avancer la construction de l'Europe. La construction économique de l'Europe, s'entend. C'est très méritoire et il est heureux que l'initiative privée se manifeste et décide de prendre les choses en main. Mais les industriels européens devraient se souvenir que la culture est la base même de tout pro-

grès économique. Qu'elle est la raison profonde de la construction européenne. Or, jusqu'à présent, elle en est le „maillon manquant” le plus important.

Pourquoi, en réalité, nous occupons-nous, entre nous Européens, d'agriculture ou de pêche, d'industrie, de transports ou de haute technologie ? La seule raison en est que nous possédons entre nous une même culture, c'est-à-dire une certaine façon de vivre et de penser, une conception commune du monde et des valeurs humaines, même si cette conception se veut — et se doit — ouverte au dialogue avec les autres cultures du monde. L'Europe de la troisième révolution industrielle ne pourra pas se limiter au seul domaine scientifique et technique, si important soit-il. L'Europe doit relever un défi multidimensionnel dont la composante socio-culturelle à jusqu'ici été trop négligée.

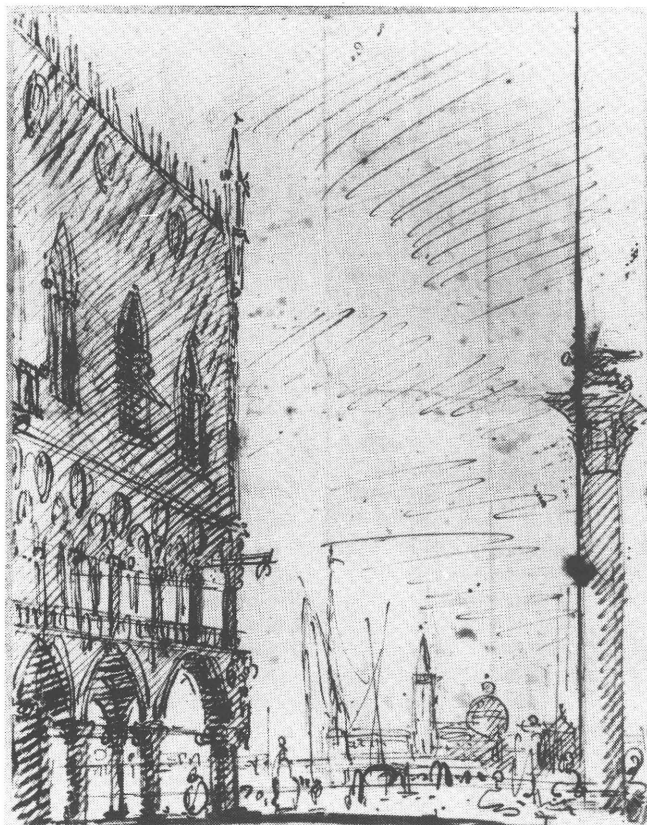
Nous devons faire mieux prendre conscience aux peuples d'Europe de leur patrimoine commun, passé, présent et à venir. Un des moyens certainement les plus puissants de promouvoir l'identité et la solidarité européenne passe aujourd'hui par la télévision, pour peu que l'information diffusée soit plus large et moins chauvine. Avant longtemps, les satellites de télécommunications, les câbles en fibres optiques permettront à tous les Européens de recevoir les mêmes programmes de télévision et dans la langue de leur choix pour certains d'entre eux. Faire circuler les informations au sein de l'Europe, faire connaître l'unité de leur culture aux Européens, base de leur union, est aussi important que d'améliorer le réseau des transports internationaux ou de lever les obstacles aux échanges de marchandises.

Henry Schwamm

Venise ou le sommet du sponsoring

La nouvelle forme de mécénat privé dont on parle tant, le parrainage ou sponsoring, a pris en peu de temps une ampleur très importante en Italie. Au début des années 80, le gouvernement a adopté une législation qui rend fiscalement attrayant ce type d'aide des entreprises aux organisations culturelles. Mais il serait injuste d'expliquer par ce seul fait l'essor soudain du parrainage. Il existe en Italie une conscience très réelle de la valeur du patrimoine national, ce qui n'est pas le cas dans tous les pays de la Communauté et depuis longtemps, certaines entreprises, des banques et des compagnies d'assurance en tiennent compte dans la conception de leur publicité ou de leurs produits. L'intérêt du monde des affaires pour la vie artistique n'est donc pas un phénomène récent.

Le parrainage consiste à donner et à recevoir : pour



Un dessin de Canaletto : le Palais des Doges à Venise.

ce qu'il donne, le sponsor reçoit en retour une partie du prestige de l'organisation culturelle qu'il soutient. Rien d'étonnant, dès lors, que les entreprises manifestent le plus d'intérêt pour les lieux jouissant d'un vaste rayonnement national ou international, tel Venise.

La ville possède de nombreux atouts : la renommée universelle de son nom, la richesse de sa tradition culturelle et le nombre énorme de manifestations culturelles importantes qui s'y déroulent. Que la ville soit presque automatiquement associée à une entreprise, tel Turin avec Fiat, n'apparaît pas comme un inconvénient.

Le privé mobilise des fonds

A Venise, le candidat sponsor peut choisir entre cinq organisations, deux publiques et trois privées (nous ne tenons pas compte de la Fondation Levy pour



Venise : le Palais Crassi restauré par Fiat où se déroule l'exposition „Futurismo e Futurismi”.

la musique, actuellement sans activité). Côté officiel, il y a, d'une part, la „ville de Venise”, responsable des musées communaux, dont le Palais des Doges, et, d'autre part, la Biennale d'art, d'architecture et de cinéma, créée à l'initiative de la ville mais qui est devenue une institution indépendante, bénéficiant de l'aide de l'Etat. L'organisation privée la plus importante est la fondation Giorgio Cini, datant de 1951, installée dans la petite île San Giorgio reçue en concession de l'Etat italien à condition d'y effectuer les travaux de restauration nécessaires, entre autres du monastère, et de développer l'île au bénéfice de la collectivité. La fondation a pris plusieurs initiatives dans les domaines culturels, scientifiques et éducatifs, comme une impressionnante série d'exposition dans le couvent San Giorgio sur l'art graphique vénitien et toutes sortes de congrès. La fondation Cini

a souvent servi d'élément moteur à la vie culturelle de la ville et a énormément contribué au rayonnement de celle-ci dans le monde, par exemple, en hébergeant d'importantes conférences politiques, sommets européens, etc.

Les autres organisations privées sont plus récentes et n'ont pas la même ambition. La fondation Guggenheim, émanant du mécénat de la famille Guggenheim, est en réalité la division vénitienne d'un musée de New York. On travaille ici selon les méthodes américaines et le parrainage n'est pas une nouveauté. La valeur du seul nom de Venise est également grande aux Etats-Unis. Ainsi par exemple, le musée Guggenheim de New York a organisé à l'automne de l'an passé un „Carnaval de Venise” dans les bâtiments biens connus du musée Frank Lloyd Wright pour recueillir les fonds nécessaires aux transformations de la maison de Peggy Guggenheim en un musée moderne.

Il y a enfin un nouveau venu, la spa Palazzo Grassi, une société dont l'unique actionnaire est Fiat.

L'entrée en scène de cette organisation par une colossale exposition sur le futurisme ne passera certainement pas inaperçue. Pour l'instant, la spa Palazzo Grassi est la seule organisation privée ne bénéficiant pas d'aide de l'Etat. La fondation Guggenheim reçoit en effet des subsides substantiels de la région Vénétie tandis que la fondation Cini se voit aussi octroyer pour certains projets une aide officielle. Dans d'autres domaines, Venise a fait aussi appel aux sponsors, entre autres pour la restauration de bâtiments servant de musées, qui bénéficie d'une législation spéciale. Il faut aussi souligner l'aide apportée par la CE à la restauration du Palais des Doges. Grâce à cette aide de 17 milliards de lires, une équipe de

spécialistes italiens pourra restaurer à fond ce palais et mettre ainsi un terme à la dégradation progressive d'un monument que l'on peut ranger parmi les plus importants du passé européen. Les opérations de restauration, qui prendront six ans, n'apporteront cependant aucune solution au problème des dégâts que provoquent les pigeons au Palais des Doges et aux autres bâtiments.

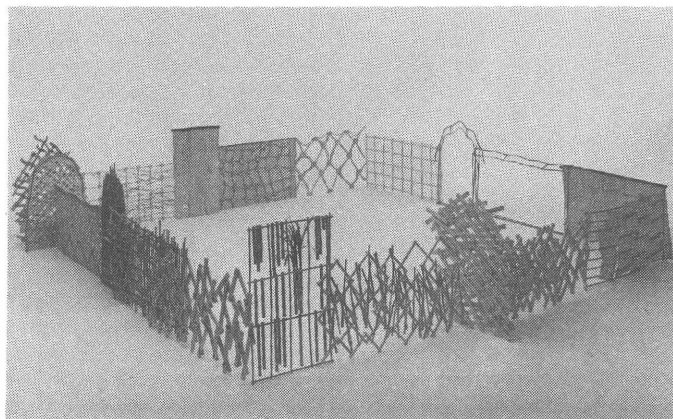
Les expositions

Pour chaque exposition qu'ils organisent, les pouvoirs publics ou les fondations privées cherchent des sponsors. Ainsi, en 1985, Montedison a financé une exposition sur „Varsovie 1764/1830”; la Société Adriatique de Navigation sur „L'Archéologie et l'art”; etc. Au total, une vingtaine de firmes ont participé à quatorze expositions, l'année dernière.

Celles qui n'ont pas trouvé de sponsor sont principalement des expositions personnelles, des rétrospectives d'artistes vivants (Folon, Music, Dario Fo, etc.) et des manifestations qui ont bénéficié de l'intervention de gouvernements étrangers. En général, le nom du sponsor — et parfois la nature de sa contribution — est affiché à l'entrée de l'exposition, sur les affiches, les invitations et même dans le catalogue. Mais il peut arriver que la présence du sponsor soit encore plus insistante. La grande exposition anthropologique „Homo” en 1985 en est un bon exemple. Les deux sponsors, IBM Italia et Agip, ont tous deux mené une campagne publicitaire dans la presse, dont le thème était leur intérêt pour la connaissance de l'homme et de son passé, intérêt qui renvoyait à l'exposition. Agip a lancé le slogan „pour trouver du pétrole, nous creuons l'histoire de la terre et de l'homme” et avance que „dans une exposition qui couvre l'immense période avant l'apparition de l'homme sur la terre et celle de sa présence sur celle-ci, et montre le développement parallèlement à l'utilisation de l'énergie et de l'exploitation des sources d'énergie, la présence de Agip n'a rien de contradictoire, pas plus que l'insistance sur les moments décisifs de l'histoire du contact de l'homme avec l'énergie,” ...

IBM Italia signale sa contribution matérielle à l'exposition : dans 14 des 16 salles se trouvait du matériel IBM, offrant un programme spécialement créé pour l'occasion, en collaboration avec les organisateurs de l'exposition.

A la fin de l'exposition Homo, un grand colloque international fut organisé dans les bâtiments de la fondation Cini. Cette exposition est donc un excellent exemple de la coopération à Venise entre diverses organisations (la ville et Cini) et les sponsors (Agip, IBM Italia). La campagne publicitaire des sponsors a aus-



Une œuvre de l'artiste Hidetoshi Nagasawa présentée à l'exposition „Il Giardino d'Europa”.

si permis d'informer un vaste public. L'appui d'IBM Italia a fourni l'occasion de vérifier l'utilité de l'appareillage informatique pour ce type d'exposition. Le projet illustre encore que l'aide apportée par un sponsor ne doit pas forcément se limiter à une intervention financière, la promotion ou le transport, mais qu'elle peut être déterminante dans la conception même de l'exposition.

La grande exposition actuelle au Palais des Doges, *Venezia e la Difesa del Levante*, est parrainée par Lanerossi. Le sponsor est ici présent de manière plus discrète. Plusieurs panneaux expliquent en quatre langues — italien, anglais, français et allemand — pourquoi Lanerossi parraine l'exposition. On y signale les nombreux liens de la société avec Venise (Lanerossi a vu le jour à Schio, toute proche).

La deuxième grande exposition de l'été „Futurismo e futurismi” présente aussi un caractère très international. Elle est parrainée à parts égales par Palazzo Grassi spa (Fiat) et United Technologies Corporation, une société américaine qui réalise 40 % de son chiffre d'affaires en Eu-

rope et qui fait ainsi des débuts remarquables comme sponsor sur notre continent. United Technologies possède, il est vrai, dans ce domaine une grande expérience aux Etats-Unis.

La Biennale

La Biennale de Venise est certainement l'événement culturel le plus important au plan international dans la vie culturelle de la ville et pourtant, les sponsors n'y participent que très modestement. Pendant la Biennale du cinéma et du théâtre de 1985, une firme textile de Turin, la GFT, prit en charge le projet de Claes Oldenburg de réaliser un couteau flottant géant — „Il Coltello” — mais il ne s'agissait que d'une aide à un projet ponctuel.

La Biennale n'a fait appel aux sponsors que pour les manifestations regroupées sous le thème „Art et Technologie”. Trois firmes spécialisées, Fatme, Sony (pour la première fois en Italie) et Italcable ont parrainé cette partie de la manifestation. Olivetti et Brionvega ont également fourni du matériel.

La Biennale fait preuve d'énormément de pru-

dence pour ce qui concerne le parrainage. Le directeur, Luigi Scarpa, avance à juste titre que l'on ne peut pas associer n'importe qui à une organisation aussi prestigieuse. Les sociétés qui, par exemple, appliquent une politique discriminatoire, sont impliquées dans des scandales ou fabriquent des produits qui ne sont pas convenables dans le cadre artistique (par exemple les cigarettes), ne sont pas bienvenues. Mais il est clair que toutes les organisations culturelles ne peuvent se montrer aussi exigeantes.

A première vue, l'action des sponsors a été très positive à Venise où il n'y a jamais eu autant de grandes expositions que ces dernières années. Le résultat est même peut-être trop positif, selon Luigi Scarpa : l'offre est aujourd'hui démesurée pour un visiteur moyen de la ville. Le directeur de la Biennale met en garde contre une surenchère d'événements prestigieux, qui est la conséquence d'une approche commerciale de la culture.

A Venise, le parrainage a pris une telle importance que les instances officielles sont en train de perdre leur traditionnelle hégémonie dans le domaine culturel. L'attaché de presse de Palazzo Grassi, Lauro Bergamo, insiste avec une fierté non dissimulée que la société ne bénéficie d'aucune aide de l'Etat. Il y a là sûrement une évolution positive des mentalités lorsqu'on compare avec les anciennes conceptions rendant les instances officielles responsables de tout. En conclusion, le parrainage a considérablement enrichi la vie culturelle à Venise où on est fier des résultats brillants, sans ignorer les dangers du phénomène. Le parrainage est un défi intéressant pour la culture contemporaine; il est des villes où l'on a retrouvé ses manches avec enthousiasme.

Joost De Geest

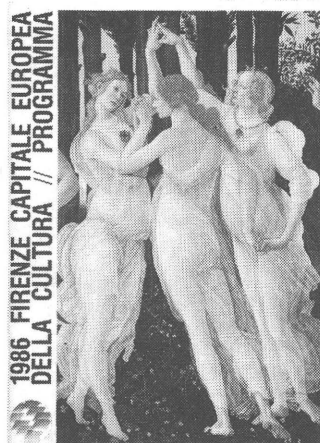
La CE, „mécène” pour la capitale européenne de la culture

Lorsque la Communauté européenne a choisi, en 1985, d'élire Florence „Cité européenne de la culture”, il n'y avait aucun nuage dans le ciel du chef-lieu de la Toscane. Entre-temps, des élections amenèrent une autre coalition à prendre en main les destinées de la ville, ce qui ne manqua pas d'entraîner des difficultés politiques entre la ville et le gouvernement central à Rome. La presse internationale en a largement rendu compte, tandis que les journaux italiens se faisaient l'écho d'une vaste polémique sur la répartition des très importants subsides communautaires, environ 25 milliards de liras.

Mais l'organisation de la manifestation culturelle a rencontré aussi d'autres problèmes. La ville avait demandé à toutes les associations et institutions de lui faire des propositions pour rehausser d'un éclat particulier cette année „européenne”. La réaction a dépassé les espérances. Parmi les 200 propositions introduites, il a fallu faire un choix restreint; mission délicate dans une ambiance politique quelque peu empoisonnée. On installa une commission d'experts, 12 sages parmi les intellectuels les plus en vue de Florence. Selon la presse italienne, la compétence n'était pas le seul critère retenu puisque l'on cherchait aussi à réaliser un équilibre politique au sein de cette commission. Quoi qu'il en fut, cette commission opéra la sélection parmi les multiples propositions, ce qui ne manqua pas de susciter des polémiques acerbes.

Des milliards

Si la préparation de l'année européenne à Florence n'a pas donc été facile, la ville propose tout de même un programme très convenable comptant quelque 124 événements artistiques : 34 expositions, 44 colloques, 22 pièces de théâtres, 20 groupes de musique et 4 groupes de danse. Un programme aussi très international puisque



16 pays y sont représentés, surtout européens, mais aussi le Maroc, le Japon et les Etats-Unis.

Les manifestations sont regroupées sous deux thèmes : *Florence pour l'Europe* et tout logiquement *l'Europe pour Florence* avec les apports des autres pays et des institutions culturelles étrangères. La partie florentine est la plus passionnante, tout au moins pour les expositions. La contribution des autres pays, principalement les Etats membres de la CE, se révèle plus conventionnelle. Des 34 expositions prévues, 17, la moitié, concernent l'Italie, et plus particulièrement Florence. Le lien entre ces expositions et l'Europe n'est pas toujours évident, bien que l'intention soit de montrer le dialogue culturel entre la ville et les autres régions de la Communauté.

L'organisation de „1986 Firenze, Capitale europea della cultura” implique l'engagement de très fortes dépenses. La Communauté, tout d'abord, a apporté une contribution de quelque 25 milliards de liras. L'Etat italien a débloqué une subvention particulière d'environ 7,5 milliards. Sans oublier le mécénat privé : pour *Donatello e i Suoi*, la firme pharmaceutique Menarini a offert environ 100 millions de liras et a organisé en outre des visites guidées pour le personnel hospitalier.

Une banque (La Banca Toscana) organise en coopération avec les autorités, un colloque sur les ban-

ques et le développement (*Banche e Sviluppo*, au Palazzo Vecchio, en novembre). Pour cette organisation exceptionnelle, l'intervention du parrainage privé est cependant restreinte, la plus grande partie étant supportée par la Communauté elle-même. Mais ces derniers temps, le secteur privé cherche à parrainer des activités plus durables que des expositions ou des concerts. Un bel exemple de cette nouvelle tendance est l'action de Fiat à Venise, sous la forme d'une grande exposition, *Futurismo e Futurismi* qui s'accompagne de la restauration du Palazzo Grassi.

Le nouveau sponsoring

Par ce type d'intervention, „nouveau mécénat”, les sponsors ne visent plus à être sous les projecteurs de l'actualité pour retourner ensuite dans l'ombre, mais bien à acquérir une position permanente dans la vie culturelle. Et les moyens ne manquent pas pour y arriver. Ainsi, Olivetti qui a pris en charge depuis plusieurs années l'exposition itinérante du trésor de la Basilique Saint Marc, vient d'aborder un nouveau domaine, celui de la restauration d'œuvres d'art importantes. La firme participe ainsi à la restauration de trois fresques, „La Chambre des Epoux” de Mantegna à Mantoue, „La Dernière Scène” de Léonard de Vinci à Milan et, à Florence, les fresques de Masaccio, Masolino et Filippino Lippi dans la chapelle Brancacci de l'église Santa Maria del Carmine. Alors que ces trois chefs-d'œuvre sont admirés par des centaines de milliers de visiteurs chaque année, l'impact publicitaire est énorme. Cependant, selon Renzo Zorzi, porte-parole culturel d'Olivetti, ce n'est pas là la seule raison de l'intervention de la société. Dans les trois cas, la restauration présentait un caractère d'urgence et les moyens disponibles de l'administration étaient trop limités pour mener le travail

à bonne exécution. Pour „la Dernière Scène” de Léonard de Vinci, le ministre italien de la culture, Scotti, fit appel à Olivetti (la loi fiscale rendant ce type de mécénat intéressant porte d'ailleurs son nom).

Après une période de mécénat enthousiaste pour toutes sortes d'expositions, concerts, représentations théâtrales, etc., les entreprises italiennes cherchent d'autres moyens de participer à la vie culturelle. On est loin encore de la situation américaine où les autorités interviennent à peine au niveau financier dans la culture. Mais dans ce pays, le patrimoine culturel n'appartient pas à l'Etat comme en Europe : il existe des milliers de musées privés pour quelques musées publics seulement. Selon Renzo Zorzi d'Olivetti, seul un accord clair entre l'Etat et le secteur privé pourra permettre de continuer dans la voie du parrainage et du nouveau mécénat. Ni l'Etat, ni le secteur privé n'ont l'exclusivité de la culture et l'Etat doit donc se comporter plus en protecteur qu'en propriétaire. Lorsque l'Etat fait appel au parrainage privé, la collaboration doit se faire sur un pied d'égalité. On est encore malheureusement loin du compte, aussi parce que dans le secteur privé, on ne pense pas encore suffisamment à l'intérêt général. Entretemps, remarquait-il (1), on vend dans le monde entier des trésors artistiques italiens.

Le mécène est celui qui donne de l'argent, telle est la conception générale. Zorzi émet aussi quelques doutes à ce sujet : „S'il faut choisir entre les Gonzague qui ont soutenu de manière aussi éclatante un génie comme Monteverdi, et Monteverdi qui, par sa musique exceptionnelle, a couvert de gloire les Gonzague, le véritable mécène, c'est Monteverdi”.

Joost De Geest

(1) Dans une interview accordée à Massimo Dini, parue dans *Panorama*, 29 juillet 1986, pp. 130-133.

Les mécènes préférables aux sponsors ?

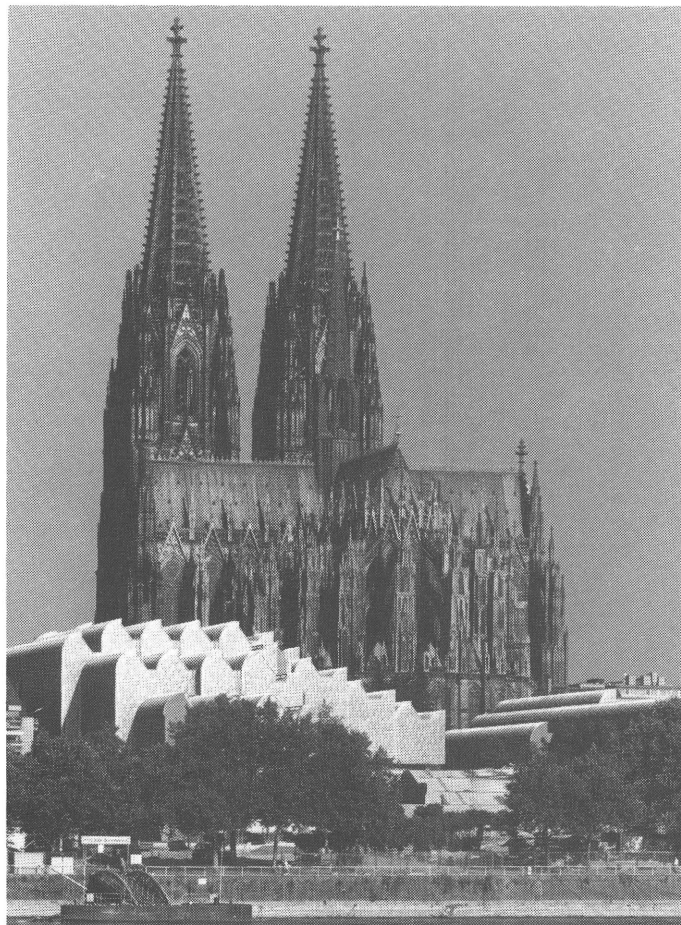
Dans la plupart des pays, les mesures d'économie prises par les pouvoirs publics ont plongé les institutions culturelles dans de graves difficultés financières. Mais pas en Allemagne fédérale où de grands musées et des palais culturels continuent de fleurir comme au bon vieux temps des Golden Sixties. Après Mönchengladbach, Düsseldorf et Stuttgart (pour ne citer que les réalisations les plus importantes), c'est Cologne qui vient d'inaugurer, début septembre, un musée colossal : le Wallraf-Richartz Museum/Museum Ludwig.

Une foule de mécènes

Ces trois noms, Wallraf, Richartz et Ludwig, représentent trois moments importants de l'histoire des musées de Cologne. Sans Ferdinand Frans Wallraf, le musée ne serait pas devenu ce qu'il est aujourd'hui. C'est lui qui, en 1824, offrit par testament à sa ville natale une collection exceptionnelle : plus de 1600 peintures, 521 manuscrits, 45000 pages de dessins, 124 sculptures antiques, ... A la condition que la ville abrite la collection dans un musée et désigne un conservateur.

Mais la ville de Cologne n'avait pas suffisamment d'argent pour construire un véritable musée. La collection fut donc installée dans un couvent délabré et on nomma un conservateur en 1828. Heureusement, un riche commerçant proposa d'aider la ville à respecter ses obligations : au milieu du siècle, Johann Heinrich Richartz offrit ainsi une somme de 100 000 thalers pour la construction d'un musée digne de ce nom. Mais il dut pratiquement doubler la mise pour que le musée, baptisé désormais Wallraf-Richartz, puisse être solennellement ouvert, en 1861, juste après sa mort.

Les dons n'ont cessé d'affluer depuis lors. Même après 1945, alors que le bâtiment avait été rasé par les bombardements, les habitants de Cologne



Le nouveau musée de Cologne entre le Dom et le Rhin, sur le sol „romain”. Curieux contraste entre le toit „d'usine” du musée et les ogives gothiques. Au même endroit, on trouve maintenant l'art romain, médiéval et moderne.

avaient encore suffisamment confiance en l'avenir du musée pour lui confier d'importantes collections. Ainsi, Josef Haubrich, qui a donné son nom à la Kunsthalle, offrit en 1946 une somptueuse collection de peintures expressionnistes et d'art graphique. Une génération plus tard, au milieu des années 70, Carolina et Gunther Peill donnèrent à leur tour une collection comprenant notamment des œuvres d'Ernst, Picasso et Noy. Mais seul Peter Ludwig allait faire bouger les autorités de la ville. Ludwig était un collectionneur légendaire, un amateur d'œuvres de toutes les époques, mais surtout d'art contemporain. La ville avait bien construit un nouveau musée à l'emplacement de l'ancien, mais Peter Ludwig lui proposait un don de quelque 300 œuvres de Pop-Art

américain, à condition qu'un autre musée, plus grand, soit construit.

Intégrer l'ancien et le nouveau

Les emplacements possibles n'étaient pas légion à Cologne et la ville décida de coupler la construction du nouveau musée avec la restauration d'une partie de l'„Altstadt”, un endroit désolé entre la cathédrale et le Rhin. L'ensemble du projet était estimé à un demi-milliard de marks et suscita une vive opposition au sein de l'administration communale. Il ne coûta finalement „que” 200 millions à la ville, qui fut aidée par la participation financière du Land et de l'Etat. La construction même dura cinq ans. Deux architectes de Cologne, Peter Busmann et Godfrid Haberer, imaginèrent une construction en profondeur

pour ne pas trop gâcher la vue de la cathédrale.

La juxtaposition des anciennes et des nouvelles collections, qui pour la plupart proviennent de dons privés — le budget d'achat des musées est négligeable —, fait de ce musée l'un des rares endroits au monde où le visiteur peut suivre, grâce à des œuvres de haut niveau, l'évolution de l'art occidental du XV^e siècle à nos jours. On peut y voir non seulement la collection du musée mais aussi de grandes expositions temporaires. Par exemple, le musée Wallraf-Richartz expose en ce moment, et jusqu'au 16 novembre, un choix de ses riches collections de dessins, „Dessins de maîtres de Léonard à Rodin”.

En 1985, la firme Agfa Gevaert a décidé de prêter sa collection historique de photos, une des plus importantes du monde, au nouveau musée.

Un exemple de collaboration privé-public

La ville n'a pas seulement investi dans la nouvelle infrastructure du musée : l'an dernier, elle a achevé la longue et coûteuse restauration de douze églises romanes détruites pendant la guerre. En l'espace d'une génération, Cologne est ainsi devenue une ville qui non seulement compte dans la vie artistique contemporaine, notamment grâce à ses galeries, mais aussi qui a su protéger d'une manière exemplaire son propre patrimoine. L'exemple de Cologne montre ce que permet une bonne collaboration entre l'initiative privée, le mécénat et les pouvoirs publics. La ville a beaucoup investi en ce sens mais a encore plus reçu en retour.

Wallraf-Richartz-Ludwigmuseum (derrière le Dom, à côté du Römisch-Germanisches Museum), ouvert les mardis, mercredis et jeudis de 10 à 20 h., les vendredis, samedis et dimanches de 10 à 18 h., fermé le lundi.

Jan Hoet, conservateur du Musée d'Art moderne de Gand

Les sponsors ne sont pas la panacée



Jan Hoet, un conservateur plein d'idées.

Avez-vous visité les „Chambres d'Amis” ? C'est le nom donné à une importante manifestation artistique, qui a connu un grand succès, cet été à Gand. Une quarantaine d'artistes, belges, européens et même japonais, ont réalisé des œuvres dans des maisons particulières de la ville. Cette exposition n'a pu être réalisée qu'avec l'aide de sponsors : Jan Hoet, qui a organisé „Chambres d'Amis”, confie ses réflexions sur leur rôle dans la promotion de l'art.

Jan Hoet : Je crois qu'il est exclu de se passer de commanditaires à une époque où la culture est non seulement traitée d'une manière assez discriminatoire mais coûte de plus en plus cher. Ainsi, pour les expositions, les charges d'assurances ont augmenté, les normes de sécurité sont devenues plus strictes, le transport n'est pas bon marché et le matériel coûte davantage.

Des peintures ou des petits dessins, vous pouvez les envoyer emballées dans du papier journal, ou les réaliser sur place, mais une exposition comme la nôtre demande une prise en charge matérielle très importante, car nous avons dû avoir recours à toutes sortes de techniques.

EI : Quel a été le rôle des commanditaires ?

JH : Certains nous ont aidé pour le transport ou la livraison du matériel dont les artistes avaient besoin pour réaliser leurs œuvres. Dunhill a pris en charge la promotion de l'exposition, qui est évidemment une condition essentielle de sa réussite. La firme a en outre offert 300.000 francs pour les traductions des catalogues.

Sans ce type d'aides, une exposition comme celle-ci serait impossible.

EI : Le commanditaire a-t-il son mot à dire sur le contenu de la manifestation ?

JH : Pour „Chambres d'Amis”, les sponsors n'ont eu aucune influence sur le plan artistique. Mais ce danger existe automatiquement. Ici, ils se sont surtout attachés à l'aspect événementiel. Leur apport a été compensé par l'énorme publicité qui a été faite sur leur participation. Dès que notre projet était mentionné, les sponsors étaient également cités.

EI : Mais les sponsors ne risquent-ils pas de limiter leur soutien aux manifestations qui sont couvertes par les médias et qui reçoivent un certain écho ? „Chambres d'amis”, par exemple, était une exposition exceptionnelle en Belgique.

JH : Je trouverais regrettable que les sponsors se limitent à de gros événements et négligent les manifestations artistiques de moindre envergure.

EI : Cela me fait penser au coureur cycliste qui s'échappe du peloton pendant un quart d'heure puis

abandonne, non sans avoir assuré sa publicité.

JH : Je crois que la sponsorisation dans le domaine artistique devrait être envisagée dans un autre esprit. La créativité est importante pour la société. Elle symbolise la vitalité d'un pays. Les commanditaires devraient y participer parce qu'ils en ont eux-mêmes besoin.

EI : Mais jusqu'à présent, ils recherchent surtout la publicité ...

JH : Il est évident que si les fabricants de tabac se sont rués dans cette voie, c'est parce qu'ils éprouvent désormais plus de difficultés pour faire passer leur publicité par les canaux traditionnels. D'où leur attirance actuelle pour des événements et des activités de nature intellectuelle.

L'ennui avec les sponsors c'est qu'ils recherchent la rentabilité immédiate. Par exemple, ils ne vont pas investir dans un jeune artiste dont nous voyons les talents, mais dont ils ne peu-

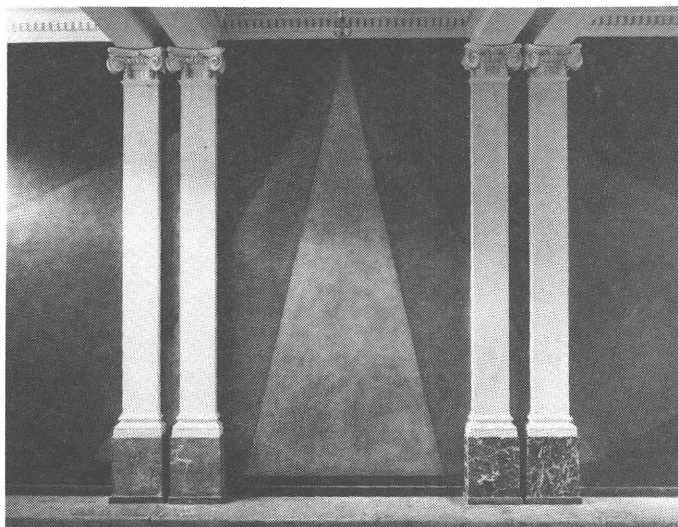
vent espérer des résultats que dans les dix années à venir. Si j'organise aujourd'hui une exposition sur Beuys, je trouverai immédiatement des firmes intéressées. Mais il y a dix ans, je n'aurais pas eu le moindre franc.

EI : *Mais alors qui devrait aider les jeunes artistes ?*

JH : Les pouvoirs publics, selon moi. C'est à eux qu'incombe ce rôle correcteur. Ils devraient offrir, par exemple, des bourses de voyages aux jeunes artistes pour leur permettre d'aller confronter leurs conceptions artistiques avec ce qui se fait à l'étranger. Comme un docteur, un spécialiste en cancérologie, à qui on offre la possibilité de se rendre à Paris ou à New-York pour voir comment est menée la recherche. Ce serait un stimulant important pour la créativité.

EI : *Et la dimension européenne ? Jusqu'à présent l'Europe s'est limitée à une coopération économique; elle tente de réaliser une coopération politique, mais n'est encore qu'à ses débuts sur le plan culturel. Avant que l'Europe ne se lance dans la sponsorship, il faut se poser la question : existe-t-il encore actuellement une culture européenne ?*

JH : C'est bien sûr difficile à dire. On peut parler d'une culture européenne si on l'envisage par rapport à celle de l'Amérique et du Japon. Il est en revanche plus difficile de parler d'un art européen : si vous comparez des artistes allemands et italiens, vous constatez d'énormes différences dans leurs manières de représenter leurs idées. Par rapport à l'Amérique, je dois dire qu'une différence existe : selon moi, les Américains sont beaucoup plus conceptuels et les Européens plus pratiques. La perception tactile, le goût pour la matière, le matériau, etc. tiennent une plus grande place dans l'art européen contemporain que dans l'art américain.



EI : *La Communauté européenne devrait-elle faire quelque chose pour stimuler l'identité culturelle européenne ?*

JH : Je pense qu'il est bon de rappeler et de stimuler les sources de notre existence européenne. Mais d'un autre côté, nous avons à réaliser des œuvres universelles qui puissent être appréciées aussi bien par un œil américain que japonais. Nous ne pouvons nous isoler du reste du monde. L'isolement est d'ailleurs un danger aussi à l'échelle nationale. L'accent doit porter sur la communication, ce qui suppose que l'on évite de s'isoler.

EI : *Mais la Communauté européenne doit-elle mener une politique culturelle ou les conservateurs de musées peuvent-ils le faire eux-mêmes ?*

JH : Non, les conservateurs ne le feront pas. Ils observent la scène artistique et en retirent ce qui, selon eux, correspond à la vie d'aujourd'hui, ce qui est dans l'air du temps. Les conservateurs ne sont pas des prophètes ! Ils attendent les événements, regardent ce qui se présente mais ne vont pas donner d'impulsion.

EI : *Ne craignez-vous pas que ce soient alors les galeries importantes, les médias ou les sponsors qui influencent les conservateurs en leur indiquant ce qui est à la page ?*

JH : Bien sûr, je le crains. C'est une question d'extrêmes : si vous mettez tout aux mains des sponsors, vous courez le risque qu'ils imposent leurs propres goûts. Les musées peuvent aussi créer une "mode", mais à cette différence près que nous devons tenir compte d'autres contraintes. Nous sommes continuellement confrontés à des résistances parce que nous travaillons grâce aux deniers publics. Si nous achetons telle ou telle œuvre aujourd'hui, nous devons vérifier si elle est représentative de notre époque. Les conservateurs doivent en premier lieu acheter des œuvres qui ont une valeur historique. C'est leur rôle et leur devoir.

Mais une symbiose doit se créer entre les commanditaires privés, l'Etat et les conservateurs de musées et autres experts de l'art. Si vous travaillez dans une entreprise commerciale, vous devez raisonner en termes commerciaux. Ce n'est pas le cas d'un directeur de musée. Donc, pour qu'une symbiose puisse voir le jour, il faut que les entreprises adoptent une approche moins désintéressée de l'art.

EI : *Il faudrait peut-être les encourager fiscalement ?*

JH : Je le pense aussi. Si le secteur privé croit en la position autonome d'un musée et soutient cette institution dans un esprit civi-

que et solidaire, alors on peut espérer trouver des soutiens financiers qui aillent plus loin que de simples financements publics, en créant par exemple des fondations.

EI : *L'art ne devient-il pas de plus en plus un événement médiatique ?*

JH : Si, bien sûr, mais je ne pense pas que ce soit une mauvaise chose parce que l'art est aussi un moyen de communication, un message.

La couverture des médias est importante, du moment que le contenu artistique ou le choix artistique n'est pas influencé par ces derniers. Si la télévision a couvert notre exposition, tant mieux. Mais, j'aurais préféré que ce soit l'Etat ou une institution de la ville qui sensibilise le public. Je pense que l'impact aurait été encore plus fort.

EB : *Selon vous, une institution comme la Communauté européenne pourrait-elle jouer un rôle dans ce domaine ?*

JH : J'en suis persuadé à cent pour cent. La coopération internationale passe également pas l'échange dans le domaine culturel et les instances européennes peuvent sensibiliser parce qu'elles ont de l'influence. Des institutions comme la Communauté européenne, l'UNESCO, ou d'autres grandes organisations internationales doivent s'engager sur ce terrain. Un directeur de musée peut sans doute réaliser un bon musée, mais la sensibilisation incombe aux gens qui ont été choisis par le public, les politiciens et les théoriciens qui les entourent, qui connaissent les médias et peuvent orienter l'enseignement. L'enseignement doit être stimulé pour qu'il se raccroche à la réalité. Car, en supprimant par exemple les cours d'histoire et en mettant l'accent sur la formation sociale centrée sur l'actualité immédiate, les jeunes perdent toute perspective et n'ont plus d'intérêt pour le passé ni pour l'avenir.

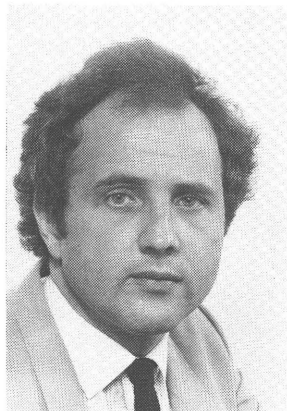
Une Europe de la culture pour la culture de l'Europe ?

Du fait notamment de la réduction des budgets publics, on a vu se renforcer ces dernières années l'intérêt porté à un accroissement de la participation du secteur privé à la culture. C'est là un retour logique des choses. L'organisation structurelle du sponsoring artistique par des particuliers et par des entreprises est aujourd'hui une *tendance européenne*.

Le sponsoring artistique, le mécénat, la collecte de fonds, le parrainage, les fondations, les associations, la restitution, les régimes d'exonération fiscale à vocation culturelle sont autant de notions qui appartiennent au „langage nouveau” dans l'organisation des événements artistiques et culturels.

Dans la plupart des pays d'Europe, le phénomène du sponsoring artistique conçu sur le mode américain se propage et il va de pair avec la création de différentes fondations. En France, la fondation *Admical* (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial), par exemple, est opérationnelle, en Grande-Bretagne, l'*Absa* (Association for Business Sponsorship of the Arts — Association pour le parrainage industriel des arts) fonctionne, aux Pays-Bas la *Stichting Sponsors voor Kunst* (Fondation de parrainage artistique) et la *Stichting voor Onderzoek en Advies* (Fondation d'examen et de conseil) coordonnent le sponsoring artistique, en Allemagne les „*Kulturkreisen*” (cercles culturels) sont très actifs.

La Communauté européenne a (trop) longtemps négligé la dimension culturelle des traités de Rome. C'est 25 ans seulement après l'entrée en vigueur des traités que les ministres de la culture ont tenu une réunion commune. C'est seulement en 1985 qu'un premier projet de résolution a été élaboré concernant l'approbation et l'harmonisation de mesures fiscales dans le secteur culturel. Ce projet de résolution désigne cinq do-



G. van de Perre.

maines dans lesquels une perspective européenne est susceptible de donner une impulsion nouvelle à la vie culturelle : il s'agit des travailleurs culturels, des fondations culturelles et de mécénat, de l'héritage architectural privé, des investissements culturels et enfin de la demande finale de biens culturels.

Effet multiplicateur

Cette initiative constitue déjà un premier pas concret dans la bonne direction. En mai 1986, a eu lieu à Avignon, en France, un colloque international intitulé „*L'économie de la culture*”. L'impact social et économique de la culture est de plus en plus examiné ces dernières années dans un cadre de référence scientifique et arithmétique. La signification économique des activités culturelles est une donnée importante. L'effet multiplicateur des événements culturels sur l'économie locale ne doit pas être sous-estimé.

Dans notre société de loisirs post-industrielle, la fonction culturelle contribuera de plus en plus à déterminer la qualité de la vie. Tous les acteurs sociaux, les pouvoirs publics, le secteur privé et les milieux professionnels doivent participer à l'intégration de la culture vivante dans les communautés locales. Chacun doit assumer sa responsabilité. Les pays européens sont convain-



La Fondation pour la promotion artistique : „Ce que vous faites pour l'art, l'art le fait pour vous”.

cus que la culture doit pouvoir disposer de plus de moyens. A ce propos, il incombe aussi aux pouvoirs publics de prendre des initiatives propres à favoriser l'épanouissement d'un climat généralement plus favorable à la culture vivante et une participation plus sélective du secteur privé. Un climat fiscalement favorable au cofinancement de projets artistiques et culturels est considéré comme une incitation importante. Nous pensons en l'occurrence à la mise en place d'un vaste régime d'exonération fiscale à vocation culturelle (*tax-shelter*), facilement utilisable, en guise d'incitation valable pour stimuler le sponsoring artistiques par des entreprises et des particuliers.

Un nouvel équilibre

Aux Etats-Unis, où il y a plus de 22 000 fondations, la vie culturelle s'appuie essentiellement (à concurrence de 90 %) sur l'apport des particuliers et des entreprises. L'Europe s'efforce manifestement de rattraper le temps perdu et elle recherche dans le secteur culturel un *nouvel équilibre* entre le financement public et l'apport privé. Cette donnée fournit également un intérêt social plus vif pour la culture.

La Communauté européenne doit discerner ces tendances nouvelles dans un climat qui s'est modifié. Dans cette optique, nous entendons favoriser ce cli-

mat en contribuant à la mise en place à Bruxelles d'une *Fondation artistique de la capitale de l'Europe* (Europe's Capital Foundation for the Arts — ECFA) qui devrait servir d'organe de coordination et de plateforme ayant pour mission de faire connaître ces idées nouvelles au Conseil européen de ministres et à la Communauté européenne.

La Belgique, carrefour de deux courants culturels, est traversée par les influences germaniques et latines et Bruxelles, ville multiculturelle et multiraciale est idéalement située pour favoriser une dynamique de survie de la culture de l'Europe, riche de son incroyable diversité et de ses multiples caractéristiques. Dans le cadre de la mondialisation audiovisuelle de la culture, l'offre de l'Europe avec ses traditions universelles est d'une richesse peu commune. Une approche plus résolument offensive est nécessaire face au raz-de-marée de la culture américaine par l'image.

„Une Europe de la culture pour la culture de l'Europe” est le pendant obligé d'une Communauté européenne purement économique. Il est temps que dans les milieux européens on s'occupe aussi de l'avenir culturel de l'Europe, si l'Europe ne veut pas se contenter de discuter de montagnes de beurre.

Avec leurs traditions culturelles et leur héritage uniques, les pays d'Europe occidentale ont à faire passer au plan mondial un message et une contribution qui est sans doute de la plus grande importance. La dynamisation de notre culture, le maintien et la diffusion de notre identité culturelle peuvent, étant donné l'accélération actuelle des courants d'échange mondiaux, relever considérablement l'image de l'Europe dans le monde.

Godfried van de Perre
Secrétaire de la Fondation pour la promotion artistique.

CE - Turquie : les retrouvailles

Les relations entre la Communauté européenne et la Turquie viennent de reprendre officiellement, après six ans d'interruption suite au coup d'Etat militaire de 1980. A cette occasion, Eur info explique les points chauds du dossier, notamment celui de l'immigration, et montre en quoi les Turcs se sentent des Européens.



Istanbul, confluent de plusieurs civilisations. Ici, la basilique Sainte-Sophie transformée en mosquée.

Le Conseil ministériel d'Association CE-Turquie, qui s'est tenu à Bruxelles le 16 septembre dernier, a consacré la relance officielle des relations avec Ankara, interrompues suite au coup d'état militaire de septembre 1980.

Les Douze ont reconnu les progrès réalisés par le gouvernement turc sur la question des Droits de l'homme, celle-là même qui avait conduit au gel des relations pendant six ans. Mis à part la Grèce et le Danemark, les Etats membres estiment que l'évolution dans ce domaine est positive et qu'il s'agit maintenant de l'encourager par un dialogue „constructif” : plus question de bloquer systématiquement les relations et risquer par là même de confiner la Turquie dans un isolement qui

pourrait conduire à un durcissement du pouvoir militaire et à un retour aux pratiques totalitaires. Cette position est cependant très contestée, tant par les organisations turques d'opposition que par le Parlement européen ou par certaines capitales dans la Communauté. En fait, on peut penser que d'autres considérations ont poussé la majorité des Etats membres, avec en tête la République fédérale d'Allemagne, à accélérer le processus de normalisation. Outre le souci politique de maintenir dans le giron européen un allié occidental d'importance, se profilent à l'horizon d'autres inquiétudes : selon les dispositions du Traité d'association, les travailleurs turcs devraient bénéficier du libre-accès dans la CE à

partir du 1er décembre de cette année. Une chance qui met les gouvernements européens dans l'embarras.

Une épine dans le pied

L'accord d'association stipulait en effet la réalisation graduelle de la libre-circulation des travailleurs turcs dans la Communauté entre le 1er décembre 1976 et le 1er décembre 1986. Cet accord a été signé en 1963, à une époque de croissance économique où la demande pour la main-d'œuvre étrangère était forte. Aujourd'hui, l'application de cette clause est devenue impossible dans un contexte européen marqué par le chômage et la récession, disent les Douze.

De plus, la RFA, où vivent plus de 80 % des travailleurs turcs dans la CE, a mis en vigueur un système d'aide au retour qui, depuis trois ans, a incité 300.000 d'entre eux à partir. A ces considérations s'ajoute une question de principe : les travailleurs espagnols et portugais devront attendre 1992 avant de pouvoir circuler librement dans la Communauté; quant aux Grecs, ils doivent encore patienter jusqu'en 1988. Il n'est donc pas question d'accorder aujourd'hui à la Turquie ce qu'on refuse encore à ces trois Etats membres. Les Douze se trouvent ainsi dans l'obligation d'obtenir au moins le report de cette clause. La relance des activités du Conseil d'association et le déblocage de l'aide financière à la Tur-

quie — suspendue depuis 1982 — apparaissent donc comme une compensation possible et placent les Douze en position de force pour négocier.

Comme gage de sa bonne volonté, le Conseil a approuvé au printemps dernier un premier virement de 10 millions d'Ecu prélevé sur un fonds „d'action spéciale” qui avait été attribué en 1980, mais qui se trouvait également bloqué depuis le vote du Parlement suspendant toute assistance financière à la Turquie, il y a quatre ans. La décision des ministres a d'ailleurs provoqué un véritable tollé parmi les députés européens et, de son côté, la Grèce a décidé de porter plainte devant la Cour européenne de justice.

Question de principe

Pour Athènes, en effet, le problème ne se limite pas aux seules considérations socio-économiques : il touche au principe même de la normalisation des relations avec Ankara.

L'explication simpliste, avancée commodément

par certains et qui consiste à dire que „Grecs et Turcs ne peuvent s'entendre”, ne saurait suffire. Certes, tout ce qui concerne la Turquie prend ici une dimension passionnelle, en raison du contentieux historique qui oppose les deux pays et qui remonte à plusieurs siècles. Mais tout aussi présentes sont les revendications turques sur la mer Egée, l'interdiction faite aux citoyens grecs de posséder tout bien immobilier en Turquie et surtout l'occupation militaire du nord de Chypre. Autant d'obstacles qui, pour Athènes, rendent la normalisation impossible.

Mais la Grèce apparaît de plus en plus isolée dans la Communauté. D'autant plus que ses partenaires tendent à considérer ce problème comme particulier, relevant des seules relations bilatérales gréco-turques et estiment donc qu'il ne revient pas à la CE de régler ces conflits. Athènes a beau déplorer le manque de solidarité des autres Etats membres, ceux-ci sont pressés, de régler au plus vite les dossiers euro-turcs encore en suspens.

Et maintenant ?

Il y a d'autres questions que la libre-circulation des travailleurs turcs dans la CE : les échanges textiles, la réalisation de l'union douanière avec la Turquie, sans oublier l'adhésion de celle-ci à la Communauté. L'accord d'association laissait entrevoir cette possibilité et, comme le rappelait Valit Halefoglu, le ministre turc des Affaires étrangères, le 16 septembre dernier, l'entrée de la Turquie dans la Communauté reste un de ses objectifs essentiels. Même si Ankara n'a pas encore déposé sa demande officielle, cette éventualité embarrasse les Douze. Nul doute que ceux-ci pousseront dans le sens d'une coopération financière et d'une amélioration des relations économiques, en attendant des jours meilleurs.

CE-Turquie : Vingt-deux ans de hauts et de bas

L'accord d'association entre la CE et la Turquie a été signé le 12 septembre 1963 et est entré en vigueur le 1er janvier 1964. La Turquie est donc le plus ancien Etat associé à la

Communauté. Les objectifs dévolus à l'accord d'association étaient ambitieux : ils prévoyaient dans un premier temps la mise en place progressive d'une union douanière et ouvraient la perspective d'une adhésion à part entière. Au cours de la phase dite „préparatoire” de l'accord, qui a pris fin en 1972, la Communauté a consenti des concessions tarifaires pour les principales exportations agricoles de la Turquie. La phase transitoire de l'accord a débuté en 1973 et prévoyait la suppression immédiate par la CE des droits de douane sur les produits industriels turcs et la suppression graduelle par la Turquie des droits de douane jusqu'en 1995. En raison du marasme de son économie et surtout pour protéger ses industries nouvelles, la Turquie n'a consenti jusqu'à présent que deux concessions tarifaires et a complètement stoppé depuis 1976, le démantèlement de ses droits de douane. De son côté, la CE accordera le libre accès aux exportations agricoles turques dès le 1er janvier 1987.

Jean-Christophe Filori

Les immigrés turcs en Belgique Pourquoi ils vivent dans des ghettos

Il s'appelle Cetin. Marié, père de trois enfants, il a 45 ans. Venu de Turquie en 1968, pour travailler en Belgique dans les mines, puis dans la construction, voilà plus de quatre ans qu'il est au chômage. Quant à sa femme, Sedef, elle est occupée à mi-temps dans une entreprise de nettoyage chargé de l'entretien des bâtiments des Communautés Européennes, Communautés où la Turquie a hâte de trouver une place. Avec les allocations de chômage et familiales ainsi que le salaire de Sedef, le ménage gagne environ 40 mille francs par mois. Cetin est plutôt discret sur d'éven-

tuelles économies. Pourrait-il acheter une maison au village natal ? Avec son rude aspect de paysan, son attachement manifeste au pays natal, son français approximatif et son choix volontaire de rester à l'écart d'une société dans laquelle il se sent toujours étranger, Cetin est le prototype du travailleur migrant turc en Belgique.

Phénomène parallèle à l'exode interne, de la campagne vers la ville, qui s'est déroulé en Turquie au cours des deux décennies précédentes, les travailleurs immigrés turcs ont littéralement „envahi” les pays industrialisés de l'Europe Occidentale, dès

le milieu des années soixante.

Plus de deux millions d'immigrés au total dont un million et demi en Allemagne fédérale, ils sont environ 70.000 en Belgique. Accueillis dans le cadre des accords bilatéraux signés entre les gouvernements d'Ankara et de Bruxelles, la quasi-totalité de ces nouveaux arrivants ont été au début installés principalement dans les régions de Mons, Charleroi, Liège et du Limbourg où ils constituaient la nouvelle main-d'œuvre minière.

L'euphorie des „golden sixties” finissant, avec les années septante, deux phénomènes ont caracté-

risé la situation des émigrés turcs. D'une part, suite à la fermeture des charbonnages en Wallonie, ceux-ci ont commencé à se concentrer principalement dans trois villes : Bruxelles, Anvers et Liège.

Mineurs, les hommes se recyclèrent dans le secteur de la construction. Quant aux femmes, elles constituèrent la principale main-d'œuvre des firmes de nettoyage. D'autre part, avec les mesures de restrictions du gouvernement belge entrées en vigueur en 1974 et limitant l'arrivée de nouveaux immigrés provenant des pays non membres de la CE, le nombre



La Turquie traditionnelle.

des travailleurs turcs s'est stabilisé.

Bien qu'une partie non négligeable des immigrés turcs en Belgique y vit depuis presque vingt ans, ceux-ci sont les plus mal adaptés de tous les autres étrangers. Le problème est complexe et les explications sont multiples.

D'abord, l'immense majorité des immigrés turcs sont d'origine paysanne et viennent des régions les moins développées de la Turquie. Ils n'ont jamais vécu en Turquie l'étape intermédiaire de la ville : très souvent Istanbul et Ankara ne représentent pour eux que deux aéroports où on prend l'avion pour s'envoler vers Bruxelles. Ce manque „d'apprivoisement” à la vie urbaine a entraîné un phénomène volontaire d'isolement avec la formation de ghettos turcs dans les villes belges. Ainsi, à Schaerbeek ou Saint-Josse à Bruxelles, à Berchem à Anvers, à Sleepstraat à Gand, l'homogénéité

est frappante : la quasi totalité des turcs qui vivent dans ces quartiers, sont originaires d'Emirdag, petite localité campagnarde d'Anatolie Centrale. Aucun chauffeur de taxi turco-bruxellois, aucun immigré turc plus ou moins adapté dans la société d'accueil, n'habitera à Schaerbeek et ne fréquentera les cafés „paysans” de la Chaussée de Haecht. Inversement, rares seront les gens d'Emirdag qui iront manger dans un restaurant du côté de la Gare du Midi dont le patron sera un compatriote „citadin”. Et les immigrés originaires de cette lointaine localité anatolienne constituent presque la moitié de la population turque en Belgique.

Le deuxième handicap est constitué par la langue qui n'a aucune parenté avec les langues européennes ou sémitiques. Au contraire du travailleur magrébin, l'immigré turc n'a aucune familiarité avec le français. Linguistiquement,

il est isolé. Même si certains mineurs turcs sont capables de dialoguer en wallon du Borinage plutôt qu'en français, ou en flamand aux intonations germaniques de la Campine, la plupart du temps, son vocabulaire est limité à quelques mots essentiels.

Certes, la deuxième génération s'exprime avec le bruxellois des Marolles ou le flamand de l'Escaut, mais cette connaissance relative de la langue autochtone ne lui permettra pas, à elle seule, d'accéder à un échelon supérieur de la hiérarchie sociale. Ces jeunes, après être passés sur les bancs d'une école primaire où les immigrés constituent nonante pour cent des élèves, sont la plupart du temps orientés vers l'enseignement technique. Déclassée d'office par cette formation, écrasée entre un marteau, que représentent les parents attachés aux valeurs paysannes et ancestrales, et une enclume qu'est la so-

ciété où elle vit, cette deuxième génération souffre des mêmes problèmes d'adaptation que la première. Et elle reste la plus mal placée par rapport à ses camarades espagnols, grecs ou marocains.

Entre deux feux

Un autre aspect de l'immigration turque en Belgique est la politique suivie par le gouvernement d'Ankara à l'égard de ses ressortissants. La Turquie encadre ses immigrés par plus d'une centaine de professeurs de langue, par un certain nombre de religieux, de deux représentations consulaires et de diverses associations. Cette prise en main „énergique” s'explique par la politique d'émigration de la Turquie. Car si le gouvernement d'Ankara est favorable à l'adaptation de ces immigrés, il est hostile à „leur assimilation”. La coupure totale sociologique et culturelle avec la Turquie signifierait aussi à moyen terme

une coupure économique. L'immigré turc s'assimilant dans la société d'accueil n'enverrait plus ses économies vers son pays d'origine, économies qui représentent une part importante des entrées en devises de la Turquie.

La Belgique, où le racisme refait surface, ne re-

présente, pour les travailleurs immigrés turcs, ni la „mère couveuse”, comme le sont les pays scandinaves, ni le „père autoritaire”, comme l'est l'Allemagne fédérale. Libérales pendant les „golden sixties”, les autorités belges, centrales ou locales, ont renforcé les me-

sures de restriction depuis dix ans. Celle qui frappe certainement le plus la population turque est le refus d'inscription dans certaines communes de l'agglomération bruxelloise. Une plus grande bienveillance de la part de la population belge est aussi souhaitée par les immigrés turcs, comme

Cetin : „si on a fermé les mines, ce n'est pas de ma faute. Si la construction du métro s'est terminée, ce n'est pas de ma faute. Si je suis au chômage, pourquoi serait-ce de ma faute ?”

Hadi Uluengin
Journaliste turc à Bruxelles.

La Turquie, un pays européen ?

Si je vous disais que je suis passé de l'Asie à l'Europe à la nage, que penseriez-vous ? Suis-je un bon nageur ou un prétentieux ? Ni l'un, ni l'autre. Tout simplement, je viens d'Istanbul. C'est une petite devinette que je propose à mes amis quand ils me demandent ma nationalité. Rares sont ceux qui deviennent que je suis turc. Ils ne savent peut-être pas que le détroit du Bosphore qui sépare les deux continents n'est large, à ses passages les plus étroits, que de 500 mètres. Mais il est tout aussi difficile pour eux de croire que je suis turc ; j'ai les yeux bleus, les cheveux châtons, pas de moustache et je ne suis pas „fort comme un turc”.

La Turquie est un pays très lointain aux yeux des Européens. Mais la distance ne se mesure pas seulement en kilomètres. Il semble d'autant plus éloigné qu'on le connaît mal. J'ai remarqué que nombre d'Européens ne savaient pas où se situe la Turquie. Ce n'est pas de leur faute. A l'école, on ne parle des Turcs que quand on étudie les croisades et la chute de Constantinople en 1453. Beaucoup d'Européens croient, par exemple, que la capitale de la Turquie est Istanbul (au lieu d'Ankara) et que les Turcs sont des arabes.

La frontière de l'Islam

La civilisation turque n'a d'arabe que la religion musulmane. Son origine est plus européenne qu'asiatique. Jusqu'en 1071, la population anatolienne, d'origine indo-européenne, tels



Scène de rue à Istanbul.

les Hittites venus en 1775 avant J.C., christianisée sous l'empire de Byzance (330 après J.C.), était dominée par la culture grecque. En 1071, les Byzantins ont été vaincus, à la bataille de Manzikert (Malazgirt), par les turcs Seldjoukides musulmans qui avaient émigré au cours des siècles, depuis la Chine. Les Turcs d'Asie fondent alors le royaume Seldjoukide d'Anatolie qui règne sur les deux-tiers de

l'Asie mineure, mais Constantinople reste aux mains des Byzantins. Les Turcs d'origine asiatique se sont progressivement mélangés aux peuples des civilisations anatoliennes, qui ont, de leur côté, adopté la religion islamique. C'est ce nouveau peuple qu'on a appelé „turc”, alors que les anatoliens, „européens” étaient beaucoup plus nombreux que les „vrais” Turcs d'origine asiatique.

En adoptant l'islam, ces populations s'étaient placées au ban de la chrétienté. Dès lors, la civilisation turque et celle de Byzance n'ont cessé de se combattre et, sur le plan culturel, de se distancer.

C'est l'époque des grands croisades. Pendant deux siècles, l'empire Ottoman (1290) s'affronte à Byzance, qui s'écroule finalement en 1453 avec la chute de Constantinople. Désormais, rien n'empêche les Turcs d'avancer. Ils conquièrent les pays arabes, jusqu'à la Tunisie, et l'Europe, des Balkans (dont la Grèce) à la Hongrie, échouant seulement devant Vienne, en 1681. Au cours de cette occupation, les Turcs se sont imprégnés des cultures de ces différents pays et surtout, du fait de la religion, avec celles des pays arabes. Mais on trouve encore aujourd'hui d'importantes minorités turques en Grèce, en Yougoslavie et en Bulgarie.

Istanbul est devenue une ville cosmopolite. Après 4 siècles d'occupation, les Turcs ont aussi marqué la Grèce de leur influence, que ce soit dans la musique, la cuisine ou même la langue. Ainsi le collier de perle (tesbih) que les hommes en Grèce ne cessent de manipuler a une fonction religieuse dans l'islam. Le jeu d'ombre célèbre à Athènes vient directement de la Turquie. Le café „turc” et le café „grec” sont, en fait, exactement les mêmes. On pourrait citer des centaines d'exemples. Ainsi, alors que les Grecs avaient „européanisé” les civilisations anatoliennes,

celles-ci les ont, quelques siècles plus tard, „orientalisés” en retour. Mais après tant de siècles d'hostilité, ni les Turcs ni les Grecs, ne sont prêts à reconnaître leurs traits communs.

Le retour vers l'Europe

Au 20^e siècle, la Turquie tourne le dos à l'Orient avec les réformes de Mustafa Kemal, dit Atatürk, fondateur de la République turque, en 1923. Cette date n'a pas seulement signifié la fin du régime des sultans : elle marque aussi le début d'une profonde révolution dans le mode de vie de la population. Mustafa Kemal crée un Etat laïque avec une constitution démocratique sur le modèle occidental. On peut aussi citer l'adoption de l'alphabet latin à la place de l'écriture arabe de la langue turque, la reconnaissance du droit du vote aux femmes ou l'adoption de codes juridiques occidentaux. Il va jusqu'à l'interdire le port du voile et du pantalon aux femmes et imposer le costume-cravate occidental

aux hommes. Même si ces derniers interdits ne sont plus respectés aujourd'hui, il est encore difficile, par exemple, pour un turc d'acheter dans son pays un „fes” (chapeau cylindrique rouge, porté aussi par les arabes ou les grecs).

Aujourd'hui, l'objectif fixé par Mustafa Kemal Atatürk se réalise. La Turquie, membre de l'Otan, de différentes institutions européennes, liée au Marché Commun par un accord d'association, revendique sa place parmi les nations européennes. Certes, il reste encore beaucoup à faire, surtout sur le plan économique.

La Turquie, autrefois un pays exclusivement agricole, commence à s'industrialiser. Ceci n'est pas sans conséquences sur la mentalité traditionnelle. Par exemple, de plus en plus, les femmes travaillent hors du foyer. Cependant, malgré les progrès industriels, surtout au cours des dernières années, la Turquie reste essentiellement un pays agricole (70 pour cent

de la population vit à la campagne) et même un pays du Tiers Monde. Avec la crise économique, la pression démographique (de 13,6 millions d'habitants en 1927, la population est passée à 49 millions de nos jours, avec un taux de croissance de 2,8 pour cent par an) est devenue difficilement soutenable. C'est aussi dans ce contexte que la Turquie s'est de plus en plus tournée vers la „richesse” de l'Europe. Ce n'est pas seulement les paysans pauvres mais aussi, la main-d'œuvre qualifiée, qui fuit vers l'Occident.

Mais la Turquie s'ouvre aussi à l'Occident. Le protectionnisme économique qui empêchait les exportations vers ce pays disparaît petit à petit, avec la nouvelle politique libérale axée sur le développement des exportations menée par M. Turgut Ozal, actuel premier ministre. La Turquie commence aussi à prendre de l'importance aux yeux des hommes d'affaires européens. Ainsi, elle repré-

sente la tête de pont pour la prospection de nouveaux marchés dans les pays du Moyen-Orient. Les Turcs commencent déjà à se familiariser avec les produits européens, qui, jusqu'à présent, n'étaient vendus qu'au marché noir.

Mais les Turcs sont-ils, en fin de compte, plutôt européens ou asiatiques ? Pour ma part, venant d'Istanbul, depuis 11 ans en Belgique, je n'ai pas eu de problèmes à m'intégrer à la vie occidentale, si ce n'est des difficultés de langue. Oui, je suis européen. L'intégration dans un pays étranger est avant tout un problème économique. La similitude des modes de vie en Europe est d'abord la conséquence de conditions économiques similaires.

Le jour où la Turquie parviendra à réaliser ses projets d'industrialisation, on trouvera un peuple turc qui ne sera différent que par sa religion.

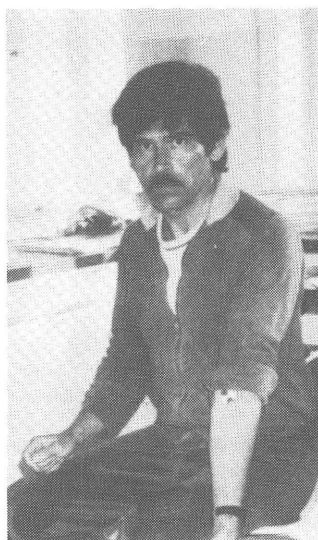
Tufan Ersin
Journaliste turc à Bruxelles.

„Tête de Turc”

Ali est turc. Dans les aciéries où il travaille, en Allemagne fédérale, on lui réserve les boulots les plus insalubres et les plus dangereux. Payé à la tâche, il n'a pas de contrat légal, aucun moyen de se défendre quand ses employeurs rognent sa paie. „Certains de mes collègues” raconte-t-il, „travaillent des mois durant sans prendre un seul jour de congé. On les traite comme des bêtes de somme”.

Sous le masque d'Ali, se cache en fait un journaliste allemand, connu pour ses enquêtes explosives, Gunther Wallraff. Reprenant la méthode utilisée par le romancier américain John Griffin, qui s'était fait le visage d'un Noir, en 1959, pour révéler leurs conditions de vie dans un livre („Dans la peau d'un noir”) qui avait bouleversé des millions d'Américains,

Wallraff a adopté toutes les apparences d'un immigré turc. Pendant deux ans et demi, il a vécu jour et nuit dans la peau d'Ali — magnétophone en poche et caméra dans la sacoche — pour découvrir ce que peut être le racisme quotidien dans une démocratie européenne. Cette expérience, il la raconte dans un livre paru en octobre 85, „Tête de Turc” (le titre original est „Ganz Unten”, „Tout en bas”) qui a connu en RFA, un succès retentissant : 3 millions d'exemplaires vendus (2 millions en quatre mois, un record mondial de l'édition), vingt-deux traductions, des centaines de conférences, meetings... Au moment où le racisme remonte, où le retour des immigrés au pays est devenu un thème de la démagogie électorale, Gunther Wallraff a montré ce qu'était réellement la vie de



ce million de turcs travaillant en Allemagne, au sein d'une nation qui ne le voyait pas. „Pourquoi donc aller parcourir le vaste monde ? L'horreur est à nos portes...” écrit-il.

Racisme

„J'ai fait des boulots infects, crevants, qui m'ont complètement lessivés;

mais le pire, c'est le mépris et les humiliations auxquels j'ai dû faire face” dit Wallraff, dans la préface de son livre. Il raconte ainsi comment dans les cafés, il n'arrivait pas à commander à boire; dans les bus bondés, la place, à côté de lui, restait toujours libre. „Voilà donc que cette fameuse intégration des étrangers que tous appellent de leurs vœux ne parvient même pas à se réaliser dans les transports publics !” ironise-t-il. Quand une banque vient d'être attaquée, à côté d'un café où Ali se repose, c'est évidemment lui qu'on interroge, alors qu'il ne correspond manifestement pas au signalement du voleur.

Dans la rue, les immigrés turcs se font rarement insultés mais „dès qu'ils ont le dos tourné, on ne se gêne pas pour raconter qu'ils puent l'ail à plein nez”. Les vexations sont courantes sur les lieux de travail, où les ouvriers ne se privent pas de lancer

des blagues racistes du plus mauvais goût. Ce qui amène ce commentaire de Youssouf : „Tu vois, c'est pas une bonne chose qu'on a appris l'allemand, qu'on peut parler avec eux. Ça fait des histoires. Le mieux, c'est de faire le sourd !" dit-il à Ali. Gunther Wallraff a essayé aussi de se convertir au catholicisme et d'entrer dans une secte (Bhagwan) : à l'exception d'un jeune prêtre polonais, récemment émigré en Allemagne, tous lui ont fait comprendre qu'il était indésirable.

Le dernier des boulots

Au fil de ces deux années, Ali-Wallraff a exercé une panoplie de ces „professions” qu'on réserve souvent aux immigrés : garçon de ferme, homme à tout faire chez Mc Donald's, manœuvre dans le bâtiment, etc. C'est sur les conditions de travail que „Tête de Turc” apporte les révélations les plus bouleversantes. Ainsi, il a travaillé, au noir, dans le bâtiment

(10 heures par jour à 180 FB/l'heure) pour le compte d'une de ces entreprises de sous-traitance qui emploient, en toute impunité, quelques 200.000 immigrés en RFA (en Belgique aussi, ces marchands d'esclaves existent). Aux aciéries Thyssen, où Ali a travaillé plusieurs mois, même système : la main-d'œuvre est fournie par des firmes de travail temporaire. Celles-ci reçoivent 52 marks (plus de 1000 FB) par ouvrier et par heure, pour des travaux de nettoyage, mais Ali, lui, ne touche que 9 marks. Pour le même boulot, les OS allemands employés par Thyssen sont payés 11,3 marks. Mais en comptant les charges sociales, le coût des heures supplémentaires, etc, l'entreprise a intérêt à avoir recours à ces firmes de sous-traitance et leurs immigrés corvéables à merci : sans contrat de travail, sans même un relevé des heures prestées, comment peuvent-ils se défendre ? Si ils refusent de prester

des heures supplémentaires, si ils réclament le salaire qui leur est dû ou tombent malade, c'est bien souvent la porte. Et la firme ne rendra ses papiers à l'immigré que si celui-ci signe une déclaration certifiant qu'il a bien été payé. Non seulement, le travail est éreintant mais il est dangereux, car la poussière dégagée contient de fortes doses toxiques, notamment de plomb et de mercure. Personne ne reçoit de masques, ni d'ailleurs de casques ou de gants, que les immigrés doivent récupérer dans les poubelles. „Au bout de quelques mois, de quelques années au maximum de ce régime, dans la crasse et la boue des usines Thyssen, ils sont usés jusqu'à la corde, les-sivés, malades — pour le restant de leurs jours bien souvent” raconte Wallraff, qui depuis ce travail, „a les bronches constamment irritées”.

Le journaliste a également été „cobaye” pour tester des médicaments

pour des entreprises pharmaceutiques et il raconte aussi comment les immigrés sont employés par les centrales nucléaires pour effectuer les travaux dangereux, sans aucun contrôle réel.

Certains n'ont pas pardonné à Gunther Wallraff d'avoir dénoncé ce „système fondé sur l'exploitation sans limites et le mépris des hommes”. Constamment surveillé depuis la parution de „Tête de Turc”, menacé de mort, son téléphone sur écoute, il a dû se réfugier, en juillet dernier, aux Pays-Bas. Mais il continue à venir à Cologne, animer le Centre pour étranger et les projets financés avec une partie des recettes de la vente de son livre. Il compte en tout cas reprendre ses enquêtes qui l'ont rendu célèbre, comme celle sur les pratiques indéfendables du journalisme à sensation de la presse Springer, „Le journaliste indésirable”.

Valérie Hirsch

Frans Andriessen, commissaire européen chargé de l'Agriculture

„La consommation change et l'agriculture doit s'adapter”

Frans Andriessen, le commissaire chargé de l'Agriculture de la Communauté européenne, a une tâche ingrate : il conduit la politique agricole commune (PAC) pendant les temps les plus difficiles qu'elle ait connus depuis sa création, il y a vingt-cinq ans.

Andriessen est conscient que l'opinion publique souhaite des changements fondamentaux à une politique qui absorbe près de 2/3 du budget de la CE.

Les entrepôts européens sont engorgés d'un million et demi de tonnes de beurre, de plus d'un million de tonnes de poudre de lait écrémé, de quinze millions de tonnes de céréales et de plus d'un demi-million de tonnes de boeuf qui

n'ont guère de chance d'être écoulés sur le marché dans un avenir proche. Un large éventail de suggestions ont été proposées pour réduire cette coûteuse montagne d'excédents : de la vente à prix réduits aux pays tiers à l'alimentation des veaux avec ce lait de vache transformé en beurre (d'intervention) en passant par la destruction pure et simple des stocks. Mais aucune de ces propositions ne semble suffire à résoudre complètement le problème et des mesures plus draconiennes apparaissent inévitables pour garantir la survie de la PAC.

Eur info : Ce n'est pas la première fois que l'agriculture connaît une crise. Les

choses sont-elles vraiment plus graves cette fois-ci ?

Frans Andriessen : Oui, elles le sont vraiment. Tout d'abord parce que pour nos produits les plus importants, les excédents sont désormais structurels et non plus seulement de nature cyclique. Ensuite, parce que la pression sur le budget communautaire est devenue telle qu'il ne peut plus répondre à la situation. A un problème structurel, il faut une solution structurelle. Ceci signifie une révision de nos instruments qui ne peuvent plus avoir la double fonction de mécanismes de marché et de revenu. Il est clair que des temps difficiles attendent les agriculteurs européens.

EI : Il y a deux ans déjà un ensemble de mesures ont été prises dans le secteur laitier et pourtant les excédents sont plus considérables que jamais. Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

FA : Malgré les recommandations qu'avait faites la Commission, les ministres de l'Agriculture ont arrêté des chiffres trop généreux pour les quotas de production. D'autres changements (les transferts de quotas inutilisés, etc...) ont anéanti l'effet de découragement que les superprélèvements étaient supposés avoir sur la production. Ainsi, en 1985, la production a encore dépassé de deux millions de tonnes le niveau des quotas.

Il arrive souvent que les propositions de la Commission soient dans un premier temps beaucoup critiquées par le Conseil et qu'elles soient modifiées. Pourtant, l'année suivante, le Conseil doit souvent admettre que le paquet d'origine n'était pas „si mauvais”.

EI : *Qu'en est-il de l'accueil mitigé réservé aux plans de rationalisation du secteur laitier que vous avez présentés le mois dernier ?*

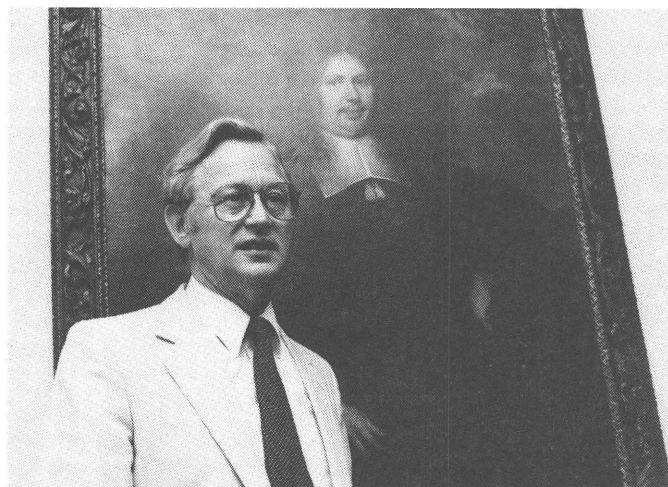
FA : Je ne suis pas trop découragé par la réaction initiale des ministres et j'ai même l'espoir qu'une décision puisse être bientôt prise concernant la réduction de l'intervention pour le lait en poudre et le beurre. Mais la suppression des transferts de quotas régionaux — une raison principale de l'échec de notre système de quota — a rencontré une vive opposition.

Je suis néanmoins résolu à mettre les ministres devant leurs responsabilités pour que des décisions soient prises d'urgence. Avant la fin de l'année, un rapport sur le fonctionnement du système des quotas sera présenté, avec de nouvelles propositions de mesures pour résoudre le problème des excédents.

EI : *Bien que plus récents, les excédents céréaliers communautaires augmentent rapidement. Les récentes suggestions d'indemnités aux agriculteurs qui abandonneraient la production de céréales sont-elles une option envisageable en Europe ?*

FA : Cette idée, déjà appliquée aux Etats-Unis, m'intéresse beaucoup. Mais nos unités de production sont différentes. Elles sont plus petites, plus intensives et par conséquent ont des rendements moyens plus élevés que partout ailleurs.

Les problèmes principaux à résoudre sont de savoir si un tel système en Europe devrait être volontaire ou obligatoire et ce que l'on devrait faire des terres ainsi libérées. Personnellement, je préfère-



Frans Andriessen.

rais que la terre soit laissée au repos et ne soit pas utilisée à d'autres récoltes car ceci pourrait soulever des nouveaux problèmes budgétaires. Je voudrais que cette mise en jachère soit permanente et non pas pour une période déterminée.

Une de nos préoccupations majeures est aussi d'éviter qu'un tel programme ne soit utilisé exclusivement par les propriétaires de terres marginales et peu fertiles. Il n'aurait ainsi pratiquement aucun impact sur les taux de production et conduirait à renforcer la concentration dans des régions de production intensive et le déséquilibre au détriment des régions marginales.

EI : *Ceci m'amène à une question qui intéresse vivement les citoyens de l'Europe et en particulier la jeune génération. La PAC est souvent identifiée aux grandes exploitations agricoles, qui obtiennent une production maxima en utilisant les aliments concentrés, les pesticides et les fertilisateurs à fortes doses, sans grand égard pour les animaux ou l'environnement. Un changement de voie ne serait-il pas indiqué, en particulier au moment où existent d'énormes excédents de production ?*

FA : Dans le document de la Commission publié l'an dernier, nous avons déjà mentionné comme l'une des options à encourager

celle d'une production agricole plus orientée vers l'environnement. Cette suggestion est reprise dans nos propositions socio-structurelles d'avril dernier, sur lesquelles, le Conseil n'a pas, jusqu'ici, pris de décision.

Ce paquet de mesures offre une aide à la reconversion vers des types de productions „douces”, respectueuses de l'environnement, comme la culture biologique, ou de systèmes de production intensive vers une production extensive, etc.

Mais le principe d'une politique agricole commune à deux niveaux dans le cadre de la CE a été rejetée tant par les responsables politiques que par ceux des organisations agricoles. Mais ce débat n'est pas encore clos et pourrait revenir sur l'avant-scène.

EI : *Ne pensez-vous pas que le consommateur européen est de plus en plus attentif à la qualité et donc prêt à payer plus pour ses produits alimentaires ? Cette nouvelle tendance ne laisse-t-elle pas une marge plus grande pour un type d'exploitation agricole différente et plus artisanale ?*

FA : Plusieurs enquêtes (sur les œufs en particulier) ont en effet montré un changement d'attitude des consommateurs.

J'aimerais aussi mentionner le cas des hormones dans la production de boeuf. A l'origine de

l'interdiction décidée par le Conseil se trouvent surtout les pressions des consommateurs.

Il est clair que leur sensibilisation se développe et que le monde agricole devrait en être conscient.

EI : *Est-ce que ceci pourrait être une des réponses aux problèmes de survie des petits agriculteurs qui sont les plus touchés par les superprélèvements et les réductions générales de production ?*

FA : Oui, dans un certain nombre de cas, mais nos ressources budgétaires en matière structurelle sont plutôt limitées. L'aide directe au revenu pourrait être une solution, tout comme de renforcer la distinction entre les petites et les grandes exploitations dans nos règlements de marchés, bien qu'il existe une opposition assez importante à ce sujet.

Quelle que soit la voie que nous choisissons, aucune n'offrira une solution complète à nos problèmes actuels. Et il est clair que les 12 millions d'agriculteurs de la Communauté verront leurs rangs s'éclaircir dans l'avenir. Ce ne sera pas facile alors que l'économie, contrairement à l'époque précédant la crise pétrolière, n'est plus dans une position d'amortir les effets du chômage agricole.

Mais nous ne pouvons plus ignorer la réticence croissante à payer pour la PAC, perçue de plus en plus comme une menace pour les autres politiques communautaires. Nous aurions tort aussi d'ignorer les répercussions internationales de notre politique agricole. Il est clair que nous devons garder à l'esprit les conséquences qu'auront nos options sur nos concurrents principaux et le monde en voie de développement. Nous devons trouver des solutions par la négociation et non par la confrontation.

Mais en tant que Commissaire chargé de l'Agriculture, je suis décidé à préserver et à consolider notre position sur le marché mondial.

17 septembre

Bruxelles — La Commission propose une libéralisation progressive, à partir du 1er janvier prochain, de certains produits sidérurgiques.

18 septembre

Bruxelles — Selon Mr. Russo, directeur général à la Commission, le moment est venu, pour la livre sterling, d'entrer dans le SME.

18-19 septembre

Gleneagles (Ecosse) — Réunion informelle des ministres des Finances. Les „Douze” décident de défendre les positions actuelles des monnaies respectives au sein du SME et de collaborer plus efficacement entre eux.

20 septembre

Punta del Este (Uruguay) — Au terme de la réunion ministérielle préparatoire du Gatt — l'accord multilatéral qui régit le commerce mondial — les ministres des „nonante-deux” ont réussi à lancer un nouveau round de négociations — l'Uruguay round — qui se déroulera pendant quatre ans à Genève. Satisfaction du commissaire Willy De Clercq, qui a participé à la réunion.

22 septembre

Bruxelles — Conseil Pêche — Accord de principe entre les „Douze” sur les mesures de conservation.

22-23 septembre

Edimbourg — Réunion informelle des ministres des Affaires sociales et du travail.

AIDE- MEMOIRE

25 septembre

Londres — Réunion du groupe „Trevi”, des ministres de l'intérieur et de ceux chargés des problèmes de terrorisme des „Douze”. Décision a été prise de créer un système d'information rapide entre les différents services de police.

28-30 septembre

Windermere (Royaume-Uni) — Réunion informelle des ministres de l'Agriculture. Les „Douze” ont passé en revue les grands problèmes agricoles communautaires, comme celui des excédents céréaliers et laitiers.

29 septembre

Bruxelles — Ouverture de l'Esprit Week, la semaine de contacts du programme informatique européen, qui a réuni un millier de personnes, dont les représentants de plusieurs firmes informatiques européennes.

30 septembre

Bruxelles — Les „Douze” prolongent de 5 mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin février 1987, le régime provisoire qui interdit les importations agricoles en provenance des pays tiers, pour éviter que des produits contaminés par les radiations conséquentes à l'accident nucléaire de Tchernobyl, ne finissent sur la table des consommateurs européens.

1er octobre

Bruxelles — Le commissaire chargé de la pêche, Antonio Cardoso e

Cunha, présente à la presse les propositions de la Commission en matière de politique structurelle pour le secteur.

2 octobre

Bruxelles — Huit sociétés informatiques qui participent à „Esprit” présentent „Spag”, un programme pour améliorer les communications entre les différents systèmes existants.

Bruxelles — La Commission approuve la sixième directive d'aide aux chantiers navals.

3 octobre

Londres — Réunion informelle des ministres des transports. Les „Douze” ont défini les premières lignes du compromis sur la future libéralisation en Europe des transports aériens.

4-5 octobre

Bruxelles — „Séminaire” de la Commission sur les perspectives financières de la Communauté d'ici à 1992.

7 octobre

Strasbourg — Session plénière du Parlement européen. Thème central : le problème de la drogue, et comment la combattre. Au sein de l'Assemblée, il y a une division gauche-droite sur le sujet.

Luxembourg — Conseil Marché Intérieur. Adoption d'une directive sur le bruit des aspirateurs.

9 octobre

Bruxelles — La Commission dénonce au Gatt l'entente américano-japonaise sur les semi-conducteurs.

Chantiers navals : une nouvelle stratégie

Les chantiers navals européens sont en crise depuis des années, en raison à la fois de la baisse de la demande mondiale (-36 % en dix ans) et de la concurrence de nouveaux producteurs comme la Corée du Sud, dont la part du marché mondial est passée de 3,5 % en 1980 à 11,5 % en 85 !

Pour faire face à cette situation, la Commission européenne a adopté une nouvelle stratégie, qui de-

vait être discutée le 20 octobre dernier, par les ministres de l'Industrie de la CE. Objectif : débarrasser la construction européenne de ses surcapacités et lui redonner sa compétitivité sur l'échiquier mondial. C'est que la 5ème directive, adoptée par les Dix en 1981, qui prévoyait un encadrement des aides publiques afin qu'elles contribuent réellement au rétablissement de la compétitivité européenne, n'a pas eu les effets attendus : la

part du marché mondial détenue par la CE a continué à décliner, atteignant 14,2 % en 1985 (pour une production de 2 mio de tbc), soit moins de la moitié de celle de 1976. Alors que ces aides publiques devaient normalement être supprimées à l'expiration de cette directive, le 31 décembre prochain, la Commission se voit, dans ce contexte, obligée de proroger le régime pour 5 ans. Mais désormais, les aides seront sévèrement contrôlées. Plus question d'aider la production des chantiers moins performants : seule la fabrication de bateaux

très sophistiqués, qui se vendent bien sur le marché mondial, pourra recevoir une aide publique. Et encore, un plafond maximum d'aide sera établi au niveau communautaire, sur la base de la différence de coût des chantiers de la CE les plus compétitifs et les prix pratiqués par les principaux concurrents internationaux. Quant aux aides publiques à la reconversion et à la restructuration, elles devront s'accompagner d'une réduction „irréversible” des capacités de production. Enfin, les aides à la recherche restent autorisées.

Le droit d'acheter moins cher

La Commission met un terme aux restrictions pour les consommateurs à l'achat de voitures dans un autre Etat membre.

Les Européens n'ont pas seulement le droit d'être radins, ils ont en plus tout à fait raison : acheter une voiture où elle coûte moins cher ou bien où le rapport qualité-prix est plus satisfaisant, est un élément essentiel pour la réduction des différences des prix de voitures entre différents pays membres. Ce droit fondamental est d'ailleurs garanti, dans le respect des règles de concurrence quand des obstacles empêchent les consommateurs d'acheter dans un autre Etat membre. Ce fut le cas par exemple en 1983 quand Ford refusa d'approvisionner les concessionnaires allemands en voitures avec conduite à droite pour éviter que les consommateurs irlandais et britanniques viennent les acheter sur le continent et pour maintenir ainsi à un niveau plus élevé les prix au Royaume-Uni. La Commission, confortée par un arrêt de la Cour de Justice en 1985, obligea Ford à respecter les règles de concurrence. En s'appuyant sur ce précédent elle a aujourd'hui décidé que le réseau de distribution de Peugeot/Talbot en activité dans le Benelux jusqu'au 30 juin 1985 n'était pas conforme au Traité puisque les concessionnaires Peugeot/Talbot sur le Continent n'avaient pratiquement pas la possibilité de s'approvisionner directement chez le fabricant en voitures avec conduite à droite et cela à cause de très longs délais de livraison et de prix supplémentaires imposés.

Cette décision est particulièrement importante parce qu'elle établit clairement qu'aucune exemption ne peut être accordée à ce genre de pratiques restrictives.

Il est en effet inadmissible qu'elles arrivent à empêcher un consommateur européen d'obtenir ailleurs dans le Marché Commun un modèle de voiture ayant les caractères spécifiques exigés dans son propre pays même si ce modèle est commercialisé par les concessionnaires dans les deux pays. Et ça roule ! ...

Vols au-dessus d'un nid de guêpes

Les discussions entre les compagnies aériennes européennes et la Commission sur l'application des règles de concurrence dans le secteur des transports aériens commenceront bientôt.

Voler, c'est sûrement plus aisé et fréquent qu'au temps d'Icare, mais ça coûte les yeux de la tête, surtout en Europe. La contrepartie de ce prix est sans doute la sécurité et il ne fait pas de doute qu'il s'agit là d'un intérêt primordial. Mais est-ce que les différents AIR FRANCE, ALITALIA, SABENA, LUFTHANSA, OLYMPIC AIRWAYS, SAS, AER LINGUS, KLM, BRITISH AIRWAYS, BRITISH CALEDONIAN respectent, en ce faisant, les règles de concurrence ?

Il y a deux mois, la Commission avait adressé une lettre aux compagnies aériennes précitées en les informant du fait qu'elles les avaient enfreintes et en leur demandant d'y mettre fin : un certain nombre avaient répondu dans les délais requis et avaient proposé d'ouvrir immédiatement des négociations avec la Commission à ce sujet. D'autres compagnies ont demandé au Commissaire chargé des problèmes de concurrence, M. Sutherland, une prolongation de deux mois qui a été accordée.

Dès que ces réponses auront atterri à Bruxelles, la piste sera ouverte pour essayer de résoudre le problème...

Le droit de vote

La Commission confirme son engagement en faveur du droit de vote des citoyens des Etats membres aux élections municipales dans le pays de résidence.

La Commission, en donnant suite à la demande que le Parlement européen lui avait adressée le 15 novembre 1985, vient d'adopter un rapport sur le droit de vote des citoyens des Etats membres aux élections municipales qui, comme compris par le

Commissaire responsable pour l'Europe des citoyens, M. Carlo Ripa di Meana, sera soumis à l'Assemblée de Strasbourg.

Ce droit est en effet un élément essentiel pour la construction de l'Europe des citoyens et concerne plus de 5 millions de personnes à l'intérieur de la Communauté. Les discussions entamées depuis 1974 au Conseil, interrompues en 1979, ont été relancées après le Sommet de Fontainebleau mais n'ont pas encore abouti à des résultats concrets.

A l'heure actuelle, seuls l'Irlande, le Danemark et les Pays-Bas parmi les Etats membres accordent le droit de vote à tous les ressortissants qui y résident. Au Royaume Uni, seuls les Irlandais (et les ressortissants du Commonwealth) en bénéficient. Français et Espagnols ont le droit de voter par correspondance dans leur pays d'origine, les Italiens peuvent exercer ce droit seulement en s'y rendant. Tous les autres citoyens de la Communauté qui ne résident pas dans leur pays d'origine en sont complètement privés.

Des obstacles juridiques s'opposent dans certains pays à la solution du problème. Par exemple en Grèce, Italie, Luxembourg, Allemagne et France, la constitution réserve le droit de vote aux seuls nationaux, mais comme le prouvent d'ailleurs les expériences au Danemark et aux Pays-Bas, il ne s'agit pas d'une difficulté insurmontable si toutefois la volonté politique existe.

Ce droit devrait rester facultatif pour ne pas priver les citoyens qui le peuvent de l'exercer dans leur pays d'origine et les conditions d'exercice devraient être logiquement celles du pays de résidence (âge, incapacité, inéligibilité, etc...). Sur le plan réel, il devrait aussi être garanti par les libertés d'expression, de réunion ainsi que d'association et d'affiliation à des partis politiques qu'il faudrait accorder aux ressortissants des Etats membres dans les mêmes conditions que celles des nationaux. Et bien entendu, même si ce ne serait pas pour tout de suite, ce droit devrait être aussi bien actif que passif, à savoir M. Rodriguez n'aurait pas seulement le droit de choisir M. Schmidt pour maire, mais aussi celui d'être élu toujours par M. Schmidt à la même charge.

Publications

Les publications suivantes sont disponibles auprès du Bureau de Presse et d'Information de la Commission, rue Archimède 73, 1040 Bruxelles, ou à l'adresse indiquée :

- Les télécommunications et l'avenir de l'Europe (le dossier de l'Europe, 13/86, Août-septembre 1986).
- Audiovisuel et télévision : vers une politique européenne (le dossier de l'Europe, 14/86, Août-septembre 1986).
- L'Unification européenne — Création et Développement (Documentation européenne, 3/1986).
- Les Européens vus par eux-mêmes — Regards sur l'opinion publique des Européens de 1973 à 1986 (Documentation européenne, 4/1986).
- INSIS — Le système inter-institutionnel d'information à intégration de services, à obtenir auprès de la Commission des Communautés européennes, DG XIII/B/3, JMO C 4/00, Kirchberg, 2920 Luxembourg.
- La Conférence mondiale de Nairobi (Supplément n° 24 à Femmes d'Europe).
- Euronet Diane News (l'IM — Marché de l'Information, Supplément spécial à Euroabstracts, Août-novembre 1986), A obtenir à l'adresse : 177 Route d'Esch, L - 1535 Luxembourg.

Agenda

4.11 : IPES de Huy II;
7-8.11 : Réalités européennes du présent;
13.11 : Fédération indépendante des Seniors — Bruxelles;
14.11 : „Bischoppelijke Normaalschool” — Sint-Niklaas;
18.11 : „De Zilveren Passer” — Mechelen;
27.11 : Lunch-débat avec M. R. Stéphane, Administrateur général de la RTBF (Maison de l'Europe de Bruxelles);
27.11 : Journée d'information pour les organisations de femmes en Belgique;
2.12 : Etudiants en sciences économiques de la KULeuven;
15.12 : Ecole Royale des Cadets — Bruxelles.

Comment éliminer la montagne de viande bovine ?

La réforme de l'organisation du marché de la viande bovine est à l'ordre du jour : des mesures devraient être adoptées par les Douze d'ici la fin de l'année. C'est que depuis la début des années 80, la production communautaire est devenue excédentaire et les stocks publics n'ont cessé de se gonfler pour atteindre 800.000 tonnes en 1985. La Commission européenne estime que le régime d'intervention publique — qui permet aux producteurs de vendre la viande aux stocks de la CE quant le prix de marché descend au-dessous d'un certain niveau — est, en partie, responsable de cette surproduction, car il revient à constituer un second marché permanent. C'est pourquoi Bruxelles a proposé en juin dernier de remplacer les achats publics, à partir du 1er décembre 1987, par un système de primes à l'abattage limitées aux 50 premières têtes par exploitation. Mais la majorité des Etats membres, avec en tête la France et l'Irlande, s'opposent fermement à toute suppression de l'intervention publique. Paris a donc proposé, le 29 septembre dernier, une solution alter-

native : le prix d'intervention public, actuellement supérieur de 15 % au prix du marché, ne devrait plus dépasser ce dernier que de 1 %. Ainsi, les achats publics garderaient leur rôle de dégagement du marché, en cas de production excédentaire, mais sans se substituer à ce dernier. Pour la France, la Commission fait une erreur d'analyse en affirmant que le marché de la viande bovine en Europe est structurellement excédentaire : les excédents actuels ne sont que la conséquence de l'instauration des quotas laitiers en 84 qui ont conduit à une forte hausse des abattages de vaches. Aujourd'hui, les stocks publics sont en nette réduction : suite à la vente de 200.000 tonnes de viande bovine au Brésil, cette année, ils sont tombés à environ 500.000 tonnes. Et, grâce à la reprise de la consommation interne (environ 2,8 % en 85 et 86), les stocks pourraient être réduits à 300.000 tonnes en 87, ce qui constitue un niveau normal de sécurité. Selon Paris, il serait donc suicidaire de supprimer l'intervention au moment où le marché retourne à une situation d'équilibre.

Produits dangereux

La Commission européenne a proposé, le 3 octobre, d'interdire la production et l'importation de „produits d'imitation dangereux”. Tout le monde a déjà vu ces gommages à effacer qui ont la forme et parfois l'odeur de friandises, ces savons qui imitent des fruits ou ces produits cosmétiques emballés comme des bouteilles de champagne. Depuis quelques années, ces produits ont envahi nos magasins à la grande joie des enfants ... mais parfois, à leur malheur : des accidents, même mortels, ont eu lieu. Certains pays ont déjà réagi, comme la Grande-Bretagne, qui a interdit la vente de produits imitant des aliments. Suite aux nombreuses demandes des organisations de consommateurs, la Commission propose maintenant d'adopter une réglementation pour l'ensemble de la CE : tous les produits imitant des aliments et qui peuvent présenter des risques pour la santé du consommateur lorsqu'ils sont mal utilisés, sont interdits et il en est de même pour ceux imitant d'autres produits et qui pourraient présenter des risques „mécaniques, chimiques, électriques ou d'incendie”.

Informatique : la CE part à l'attaque

En cause : l'accord conclu, le 30 juillet dernier, par Washington et Tokyo sur les semi-conducteurs. Ce produit électronique est essentiel dans la fabrication des ordinateurs. Or, le Japon, qui est un des principaux exportateurs mondiaux, a accepté, non seulement de limiter ses exportations vers les Etats-Unis, mais aussi de relever ses prix de vente sur les marchés tiers, afin que la production américaine y soit plus compétitive.

La Commission européenne n'est pas contente. Certes, les fabricants de semi-conducteurs euro-

péens bénéficieront de la hausse de prix des importations japonaises. Mais la CE en importe beaucoup plus qu'elle n'en produit et l'accord nippo-américain devrait donc se traduire par une hausse générale du prix de vente des ordinateurs, au détriment des consommateurs européens.

Déjà, depuis la signature de l'accord en juillet, le prix de certains semi-conducteurs importés du Japon a augmenté de 40 %. Or, la CE utilise près de la moitié de la production mondiale; en 1985, ses importations

ont atteint 2,7 milliards d'Ecus (plus du double de ses exportations), dont 1,1 milliard en provenance des Etats-Unis et 525 millions, du Japon.

La Commission, qui estime donc que cet accord remet en cause les règles du commerce international et menace les intérêts légitimes de la CE, a porté plainte, le 8 octobre, devant le GATT (Accord général sur le Commerce et les Tarifs douaniers) et des consultations officielles devraient prochainement être entamées avec le Japon et les Etats-Unis.